

MadinMag

By

EW'AG

MAI 2024 N° 101

DOSSIER

Biodiversité :
à quoi servent
les aires marines ?

PERFORMANCE

Dormir plus
pour travailler
mieux !

FOND VERT

Lauréats :
quel bilan
un an après ?



**Walter
Bajazet**
fondateur de
Élite Écologie

**DÉMOCRATISER
ET RENDRE ACCESSIBLE À
TOUS L'ÉLECTRICITÉ VERTE**

FRANCE TRAVAIL
« Du stade vers
l'emploi » ou
comment le
recrutement se
réinvente !



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rendez-vous
aux jardins

31 mai
— 2 juin
2024



Agence Kiblin / Illustration : Orane Sigal

Les cinq sens
au jardin



*La magie Shiva
n'a jamais été
aussi accessible.*

AVANCE
IMMÉDIATE
DU CRÉDIT D'IMPÔT*

LE CHOIX
DE RÉGLER
LA MOITIÉ
DE SA FACTURE
CHAQUE MOIS

Ménage & repassage à domicile

0596 30 15 19



ROBERT

Chemin Bois Neuf
Mansarde catalogne square
97231 Le ROBERT



FORT-DE-FRANCE

21 rue du professeur
Raymond Garcin
97200 FORT DE FRANCE



TROIS-ÎLETS

Centre commercial
3-îlets Village
97229 TROIS ÎLETS

shiva

Vous allez adorer rentrer chez vous

La vie en vert

« *Il faut alléger la charge mentale qui pèse sur les entrepreneurs* ». Les mots sont de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des finances, et datent de février. 3 mois plus tard, il s'apprête à mettre en marche cette "simplification administrative" sur la base de 50 mesures. Au programme, on note la simplification de la feuille de paie du salarié qui promet de faire apparaître clairement "ce que paye le chef d'entreprise, ce que [le salarié] touche, ce qu'il paye comme cotisations sociales, ce qu'il paye comme impôts". Imaginez : comprendre seul et sans difficulté sa fiche de paie ! Une révolution. Quid des formulaires Cerfa, direz-vous sans doute ? Ils seront supprimés à 80 % d'ici à 2026.

Adeptes à l'évidence de la doctrine "un problème, une solution", le ministre de l'Économie est parfaitement aligné avec les différentes personnalités, chercheur, biologiste, patron qui prennent la parole dans cette édition. À l'image de Walter Bajazet, fondateur de Elite Ecologie qui aborde la transition énergétique du point de vue des besoins des entreprises et particuliers afin de la rendre plus effective. Simple et évident. Gage de succès aussi.

En tant que média, rendre les choses simples et intelligibles est, de fait, au cœur de nos activités, nos réflexions, nos désaccords et nos projets. Parmi les sujets qui nous ont mobilisés pour ce numéro dédié à la transition des territoires, nous avons cherché à savoir à quoi servent vraiment les aires marines et comment sont-elles gérées aux Antilles-Guyane ? Quels projets réels le fonds vert du gouvernement (103 millions d'euros pour 117 projets aux Antilles-Guyane) permet-il de mener ? Ou encore : en quoi les "placements verts" proposés par les banques sont-ils vertueux (ou pas) ? Autant de questions que nous nous sommes posées pour mieux laisser entrevoir comment les entreprises, les services publics et chacun de nous pouvons faire, à notre tour, des problèmes des solutions.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Design graphique

Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)
Orane Phedon

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Axelle Dorville
Camille Creignou - Claire Jacques
Colette Coursaget - Floriane Jean-Gilles
Julie VdW - Laurie-Anne Antoine - Maë Poyel
Marie Ozier-Lafontaine - Sarah Balay
Sandrine Chopot - Valérie Duru - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

RÉGIES

Martinique

Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Noémie Marlet

Guadeloupe

Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale

Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane

Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI

Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI

Sariatha Boulard

Rédaction web

Mathilde Claverie

Communication digitale

Clarisse Darsoulant

Chef de projet vidéo

Joséphine Notte

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)

Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)

Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE

Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE

5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE

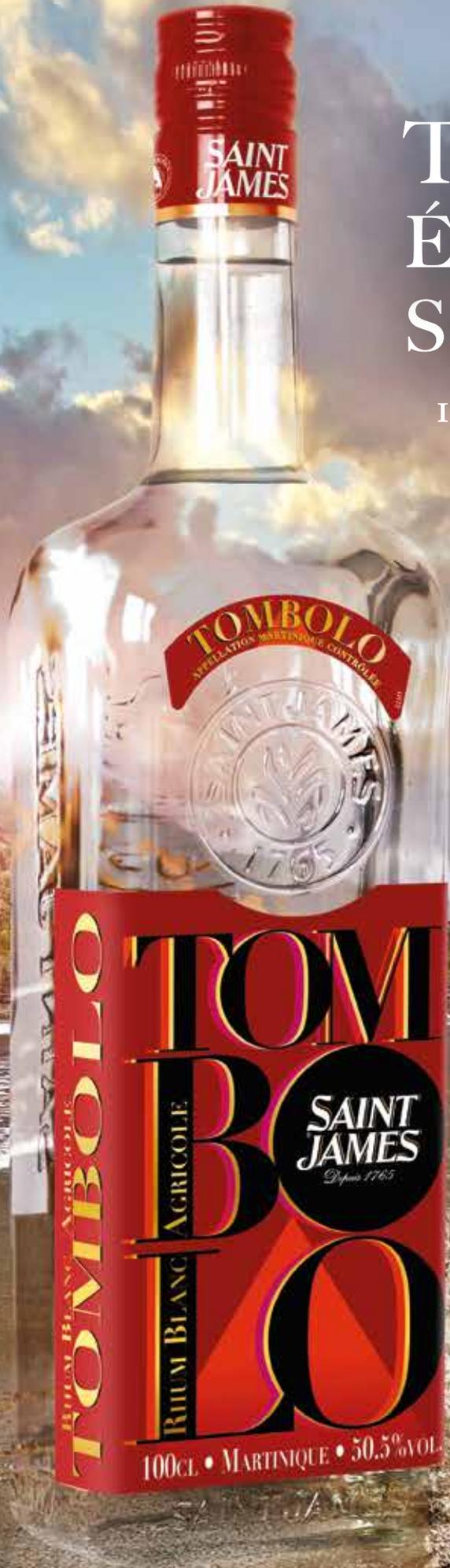
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

TOMBOLO

Édition Limitée

Saint James

12h31, îlet de Sainte-Marie



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



À LA UNE

8/ Élite Écologie. « Ce n'est pas se dire "on va faire", c'est "on fait" »

TERRITOIRES

12/ Transition des territoires. Passage au vert

14/ Image du mois

16/ Brèves

20/ Caisse des Dépôts. Une présence à chaque étape du parcours de vie

22/ Sur quoi travaillez-vous ? Développer le concept de « One Health » ou « une seule santé »

ENTREPRISES

26/ Carrière d'Ultramarin. « Le 21ème siècle sera celui où les études sur le fonctionnement cérébral vont exploser »

28/ Skillfor Campus. Des parcours adaptés aux besoins des entreprises

30/ France Travail. L'inclusion par le sport !

32/ Groupe Actual. Le droit au travail pour tous

36/ Tendance au travail. Bien dormir, c'est bien travailler

38/ Profession : chef d'entreprise. « si on reste avec la peur, on ne pourra pas la vaincre »



66



68



64



30

EXPERTISE

- 40/ Peut-on vraiment « verdir » ses finances ?
- 42/ AXA. Tous concernés !
- 43/ Boîte à outils

DOSSIER

- // Biodiversité :
- A quoi servent les aires marines ?
- 44/ Dossier de la rédaction
- 60/ Entreprises & Environnement. Bâtir les fondations de l'économie circulaire
- 62/ SMEM. Ensemble nous réussirons la transition énergétique !

66/ Hydrofor. Forage durable

68/ SARA. Énergies et responsabilités

70/ Groupe Citadelle. S'unir concrètement pour l'environnement

PAUSE CAFÉ

- 72/ Coup de cœur
- 74/ Sélection Culture
- 76/ Habitat - Déco - Patrimoine
- 80/ Ce qu'il ne fallait pas loupier

Sommaire

« CE N'EST PAS SE DIRE “ON VA FAIRE”, C'EST “ON FAIT” »

Au-delà de la vente d'équipements écologiques, Élite Écologie, travaille également à la propagation de valeurs, pour enfin donner lieu à une action concrète dans le champ de la préservation de la planète.

Texte Yva Gelin – Photos Jean-Albert Coopmann et Lou Denim

« L'écologie est une déclaration d'amour au monde ». C'est le slogan choisi par la société il y a trois ans, au moment de sa création en Guadeloupe. Trop romantique ? Trop abstrait ? Énoncée telle quelle, la phrase sonne presque creux. Presque... Pour rappel, l'écologie en dehors d'être une science est également un courant de pensée. Une doctrine, à la recherche de comportements, attitudes et modes de vie qui permettraient à l'humain de se fondre plus harmonieusement dans l'équilibre naturel de l'environnement. L'idée est belle, mais dans sa phase de concrétisation, a souvent porté à confusion. Une confusion expérimentée par Walter Bajazet, fondateur de Élite Écologie qui, dans son parcours professionnel, s'est retrouvé à installer des chauffe-eaux solaires « de manière industrielle », comme il l'explique. « On démontait un matériel qui fonctionne pour le remplacer par un matériel qui fonctionne sans même penser à la valorisation. Donc, il y avait bien un concept écologique et environnemental mais qui était complètement biaisé ». C'est à partir de ce raisonnement que se construit Élite Écologie, avec pour objectif de faire réellement sens.

Cœur d'activité

Walter Bajazet a fait le choix de faire partie de ceux qui

adoptent une nouvelle façon de vivre avec les nouveaux outils disponibles et contribuant à un développement plus durable. Élite Écologie, c'est donc d'abord cela : une entreprise qui fait de son fonds de commerce la vente de produits qui permettent, concrètement, de mettre en place la transition écologique chez soi. Chauffe-eau solaire, chauffe-eau thermodynamique, climatisation, citerne tampon, citerne de récupération d'eau de pluie, panneaux photovoltaïques... Le fondateur rend le passage à l'action plus concret en commençant par s'adapter à la réalité des particuliers qui est, comme il le dit : « de protéger leur monde et non le monde. Monsieur tout-le-monde s'inquiète de pouvoir payer son loyer. Par conséquent, l'argument de ne pas polluer n'est pas suffisant. On propose donc aux clients des produits qui ont un intérêt pour la planète, mais aussi pour leur monde à eux, en leur permettant de faire des économies. » Monsieur et madame tout-le-monde n'étant pas au fait de ce qui serait le plus adapté pour la réalité de leur domicile, Élite Écologie propose un bilan énergétique gratuit à domicile. « Pour pouvoir les conseiller sur les pôles les plus énergivores de la maison. De façon gratuite, on dresse au client un bilan pour lui expliquer concrètement comment il peut réduire son impact sur l'environnement. »

« Nous cherchons
en permanence
un climat d'équité
et de rapport
win-win »

*Walter Bajazet,
fondateur de Élite Écologie*



Prendre soin de l'humain

Autour de ce cœur de métier qu'est la vente d'équipements écologiques, Élite Écologie cherche également à appliquer les valeurs humaines que propagent l'écologie. Bienveillance, respect, écoute, partage, communication... Un point d'honneur est mis à appliquer ces valeurs aussi bien en interne qu'en externe. « Tout le monde est au même niveau de l'organigramme en termes de respect. C'est énoncé avec beaucoup de facilité, mais c'est la réalité. Le respect qui est dû à la femme de ménage est le même que pour le PDG. De plus, tous les sujets qui concernent la structure sont débattus le lundi matin en réunion inter-îles et chacun a son mot à dire, sur tout. » C'est aussi une histoire de philosophie, de la manière dont chacun se voit et pour cela, le fondateur a une petite formule magique : « Je demande souvent aux gens de faire confiance à leur bon sens. Cette petite voix au fond de nous et, que pour des raisons diverses, on n'écoute pas. C'est le fil conducteur de la structure, s'écouter soi-même. Il faut être conscient de qui on est et de ce qu'on fait pour des relations saines ». Une logique de l'humain qui s'étend dans le rapport clientèle, avec qui il s'agit d'être dans une démarche de transparence. Élite Écologie effectue gratuitement le montage de dossiers administratifs et financiers. « Sur 90 % de nos ventes, une part importante des investissements se fait par des

primes, comme la prime Rénov'. D'autre part, les supers pollueurs ont aujourd'hui l'obligation de payer une taxe. Nous captons cette taxe et plutôt que de la mettre dans notre poche, on va directement la répercuter sur le prix du client pour lui permettre d'avoir un produit moins cher. Nous cherchons en permanence un climat d'équité et de rapport win-win. »

Élite pour Exigence

Côté environnement, comme l'explique Walter Bajazet, « nous savons que ça ne va pas bien, nous en sommes conscients » et pourtant le passage à l'action est laborieux. « L'élite, c'est ce que j'attends de mes collaborateurs et de moi-même. C'est de ne pas composer avec la médiocrité et l'à-peu-près. C'est vraiment une philosophie, une attitude, une posture qui consiste à être les meilleurs dans ce que nous faisons. » Une volonté d'exigence qui va de pair avec un esprit de cohérence et mène Walter Bajazet à également organiser des nettoyages de plages, « les cleans », une fois tous les trois mois. « Une partie du bénéfice de l'entreprise n'est pas vouée à finir dans ma poche, mais est réinjectée dans des actions comme les cleans. Nous louons des bus, des bennes, on prend des gants, on met des bottes et avec tous ceux qui ont envie de venir, nous nettoyons des plages pendant le week-end pour permettre d'avoir un littoral et un environnement plus



Dayana PYREE, assistante administrative, Elodie BIABIANI, assistante administrative, Dylan NUPERT, plombier, Anna MIRVAL, comptable, Cédric DURPES, responsable développement, Chloé CAMBIUM, assistante administrative, Perrine VINCENT, directrice administrative et Walter BAJAZET, fondateur

sain. » Resserrer les liens, conscientiser l'utilisation de l'énergie et la place de cette dernière dans le quotidien, c'est aussi le rôle d'action telles que « le jour de la nuit ». « L'idée, c'est d'éteindre les lumières pour allumer les étoiles. Il s'agit de réduire l'impact carbone et mesurer concrètement la consommation d'électricité à ce moment-là. C'est également l'occasion de rappeler que l'une des missions de Élite Écologie est également de soulager le réseau électrique. » L'action qui n'a pu être menée, pour l'instant, qu'une fois en Guadeloupe, a pour objectif d'encourager chaque foyer à éteindre les lumières pendant une heure, de 19 h à 20 h. « Nous étions en partenariat avec le rectorat pour cette opération », raconte Walter Bajazet. « Les élèves nous ont rapporté avoir joué à des jeux de société avec leurs parents. Ça n'a été suivi que par 3 % de la population, mais nous allons renouveler l'opération. Au moins, Élite Écologie est dans l'action quotidienne. Ce n'est pas se dire "on va faire", c'est "on fait". »

La fourmilière élite

L'efficacité d'une communauté passe par son organisation et c'est ce sur quoi Walter Bajazet a, en partie, misé pour mener à bien l'aspect concret. Les compétences de Élite Écologie sont réparties en quatre pôles principaux. Au sein du pôle administratif, l'équipe se doit d'être mentalement agile afin de « comprendre

et capter tous les systèmes de primes qui existent au national ». Pour l'équipe technique, l'organisation est la compétence primordiale afin « d'assurer une pose de qualité ». La partie achat doit, elle, s'assurer d'être en cohérence avec les valeurs de l'entreprise, car le but est d'acquiescer des produits auprès de fournisseurs en correspondance réelle avec l'écologie. « Nous privilégions les circuits courts et la valorisation des déchets. Tous mes fournisseurs ont l'obligation de me fournir des bennes pour pouvoir trier les déchets. » Enfin, la partie communication a pour rôle de faire comprendre « ce qu'on est et ce que nous faisons, sans que cela soit biaisé ». Cet écosystème, c'est en tout 12 salariés sur les trois départements que sont la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique en plus d'une soixantaine de sous-traitants. Mais finalement, où se situe la déclaration d'amour au monde dans toute cette organisation ? « Je reste un capitaliste puisque Élite Écologie est une entreprise. Mais je me sens en adéquation, car la meilleure façon de faire du bien à tout le monde aujourd'hui, c'est de faire de l'écologie et de l'environnement. » Alors finalement, l'amour n'est-il pas perceptible dans ces quelques paroles, avoue d'une faiblesse certaine mais également de la volonté d'un engagement concret ?



Transition des territoires

PASSAGE AU VERT

Les subventions d'État réussiront-elles à donner le coup d'accélérateur suffisant au verdissement de nos territoires et de nos économies ? Enquête auprès des lauréats du Fonds vert. (1/6)

Texte Floriane Jean-Gilles

Dispositif inédit pour accélérer la transition écologique des territoires, le Fonds vert, lancé en 2023 et doté d'un budget de 2 milliards d'euros, permet de financer des projets structurants en matière de performance environnementale, d'adaptation du territoire au changement climatique et d'amélioration du cadre de vie.

En 2023, 100 % des départements français ont soumis un projet, soit 5 948 dossiers déposés pour un montant d'aide demandée équivalent à 2 milliards 160 millions d'euros, à l'échelle nationale. À celle de nos territoires, c'est 117 dossiers déposés et 103,4 millions d'euros d'aide demandée. 1 an après la nomination des premiers lauréats, à quel stade sont les projets ayant reçu une subvention ? Tour d'horizon en 6 épisodes.

ÉTUDE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU TRI À LA SOURCE DES BIODÉCHETS

Porteur du projet :

Communauté de communes de Marie-Galante (CCMG)

Coût total du projet : 46 000 €

Subvention Fonds vert : 32 683 €

« Notre démarche a commencé en 2022 dans le cadre de notre plan local de prévention et de gestion des déchets », déclare Jean-Marc Pasbeau, responsable du pôle environnement et cadre de vie de la CCMG. « Nous avons fait un double constat : la plupart de nos déchets sont destinés à l'enfouissement et la grande majorité partent sur la Guadeloupe, par bennes de 30 m³, ce qui génère des coûts importants. Nous avons donc souhaité mettre l'accent sur l'optimisation du tri à Marie-Galante afin de réduire ces deux paramètres. Cette décision s'est, par ailleurs, superposée à l'obligation du tri à la source des biodéchets au 1er janvier 2024. Le pilotage de ce projet est assuré par la communauté de communes de Marie-Galante, soit une équipe opérationnelle d'une vingtaine de personnes ».

Si le projet est toujours au stade d'étude préalable, le calendrier est établi. La mise en œuvre du dispositif se fera en deux temps : une phase de test de 4 mois qui devrait débuter au cours du 2nd semestre 2024 ; un lancement, grandeur nature, à l'échelle de l'île en 2025.

Au cours de la phase test, le premier mois sera consacré à la communication et à la prévention contre le brûlage des déchets,

y compris des déchets verts, et le gaspillage alimentaire afin de sensibiliser les habitants à la réduction et à la gestion de leurs déchets. Suivra ensuite une phase de formation pour devenir éco-citoyens en zone rurale et pavillonnaire au cours de laquelle des composteurs individuels seront distribués. Parallèlement, l'association des professionnels de la restauration expérimentera la mise en place de poubelles de biodéchets dans les établissements. Ce dispositif sera étudié pendant 2 mois avant d'être déployé sur l'île.

Jean-Marc Pasbeau assure que « l'objectif final est de créer une plateforme de compostage pour traiter l'ensemble des biodéchets sur le territoire marie-galantais, d'ici deux ans. Nous étudions aussi la possibilité de co-composter ces déchets avec les sargasses. Le coût global de ce projet avoisine 500 000 euros. Cela suppose donc une nouvelle phase de demande de financement, afin de couvrir les frais de structure et d'acquisition de matériel (bio-seaux, composteurs individuels et collectifs, etc.). Ce projet structurant sera discuté dans le cadre du Contrat de convergence territorial 2024-2027, avec le soutien de la région et de l'ADEME ».

LE FONDS VERT EN 3 OBJECTIFS

1. RENFORCER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

L'objectif est de réduire nos

consommations d'énergie, nos émissions de gaz à effet de serre et notre dépendance aux énergies fossiles par :

- La rénovation énergétique des bâtiments publics locaux (40 % des dossiers déposés en 2023 à l'échelle nationale, 15 % en Outre-mer) ;
- Le soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets (2 % des dossiers contre 9,7 % en Outre-mer) ;
- La rénovation des parcs de luminaires d'éclairages publics (28 % des dossiers au total, 11 % en Outre-mer).

2. ADAPTER LES TERRITOIRES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Afin de renforcer les moyens de

prévention des inondations, des risques en montagnes, des dégâts causés par des phénomènes cycloniques, des incendies de forêts et du recul du trait de côte.

À l'échelle nationale, 18 % des dossiers déposés concernaient ce type d'actions contre 37,1 % des dossiers en Outre-mer.

3. AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

Pour améliorer la qualité de l'air en multipliant les zones à faibles émissions, réduire les émissions de gaz à effet de serre en développant le covoiturage et une offre de mobilité durable dans les zones rurales. L'objectif est également de soutenir le recyclage des friches et la réindustrialisation des territoires.

Cela représente 12 % des dossiers déposés, en 2023, à l'échelle nationale et 27,2 % en Outre-mer.

MARS 2024 - N°2

PORTRAITS

ELLES font la GUADELOUPE





ELLES FONT **LES TERRITOIRES**

Elles sont commerçante, chercheuse, tatoueuse, Miss France, geek, médecin, libraire, danseuse au Crazy Horse... Pour ce second opus de Portraits de femmes, 47 Martiniquaises et Guadeloupéennes nous ont entrouvert une part de leur vie et de leur histoire. 47 portraits sur le fil de l'intime qui dessinent une mosaïque des possibles et nous font la démonstration que le plus grand courage est le courage d'être soi.

Merci à elles.

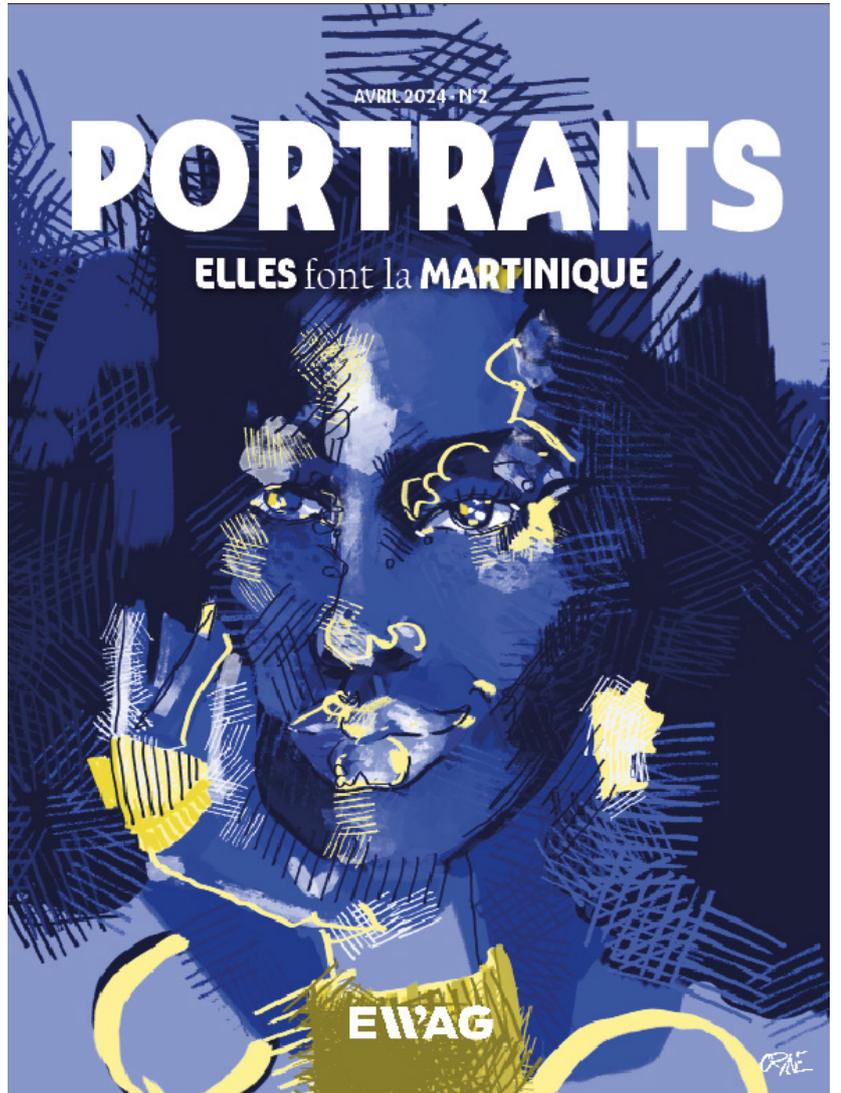
À lire sur papier et en ligne



GUADELOUPE



MARTINIQUE



Guyane et Martinique

Le fret maritime toujours en hausse

LE PORT DE DEGRAD DES CANNES EN GUYANE A RÉALISÉ POUR L'ANNÉE 2023 UNE PROGRESSION DE 4,4 % DU TRAFIC CONTENEURISÉ. EN MARTINIQUE, LE GRAND PORT MARITIME POURSUIT LA MISE EN PLACE DU HUB ANTILLES ET VIENT D'OBTENIR UN PRÊT DE 31 MILLIONS ACCORDÉ PAR LA BANQUE DES TERRITOIRES.



PLUTÔT RUP QUE CE

L'article 2 alinéa 5 du règlement européen des produits de la construction stipule désormais officiellement que le parlement européen autorise les territoires ultramarins à mettre en place une alternative au marquage CE (Conformité Européenne). Le but ? faciliter le commerce de produits aux normes plus adaptées aux territoires concernés que sont la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Martinique et Saint-Martin.



Guyane

Fouilles au centre spatial

C'est caché sous la rampe de lancement de la fusée Ariane 6, qu'ont été découverts des millions de fossiles qui racontent la Guyane d'il y a 125 000 ans. En ce temps, la zone était recouverte par la mer et les fossiles sont principalement issus d'espèces marines.



Guadeloupe

BOISEMENT RÉCOMPENSÉ

Le concours des Trophées Eco-Actions, récompense depuis 33 ans des collectivités locales pour leur innovation et leur exemplarité en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Cette année, l'association MobBiodiv à Sainte-Anne qui effectue des travaux de restauration écologique de confortement des boisements à Bois-Jolan et au Helleux, a reçu le prix coup de cœur.



Assainissement responsable,

mes actions protègent l'eau
et les milieux aquatiques



GADELOUPE ET MARTINIQUE

BIENTÔT PROCHE DE NOS CÔTES

La croisière de luxe à encore de beaux jours dans nos îles. Une compagnie canadienne vient d'annoncer les escales qu'elle prévoit pour son tout nouveau yacht de luxe long de 206 mètres et ne comprenant pas plus de 95 suites, dont la plus spacieuse atteindrait les 457 m². La compagnie Four Season a d'ores et déjà annoncé ses escales en Martinique, en Guadeloupe et à Saint-Barthélemy dès 2026.



GADELOUPE

EN SOUVENIR...

...de Maryse Condé, figure littéraire francophone, décédée le 2 avril, l'aéroport Pôle Caraïbes sera rebaptisé en son nom, fin d'année 2024.



SOUTENIR LA TRANSFORMATION AGRO ÉCOLOGIQUE

Mettre en avant les projets de transfert de connaissances, d'études préalables et de recherche appliquée pour la gestion durable des sols et son évaluation, est le but de l'appel à projet lancé par l'OFB*. Les projets pourront bénéficier d'une aide allant jusqu'à 900 000 euros et les dossiers sont à envoyer avant le 19 juillet à aap.biosolagroeco@ofb.gouv.fr.

*Office français de la Biodiversité

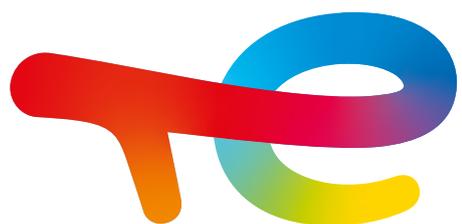
La meilleure créatrice de joaillerie 2024 !

Le 10 avril à Los Angeles, Moana Luu a remporté le prestigieux Prix de la meilleure créatrice de joaillerie aux Fashion Trust U.S. Awards 2024. La Martiniquaise, directrice artistique pour le groupe Essence à New York, était ici récompensée pour sa marque de joaillerie, ManLuu, créée en 2020 et pour laquelle elle puise dans les savoir-faire et motifs des bijoux antillais. Ou comment un précieux patrimoine immatériel se retrouve plébiscité et récompensé devant un parterre d'artistes et de célébrités américaines.



QUARTZ
LUBRIFIANTS

Une gamme innovante,
à la pointe de la technologie

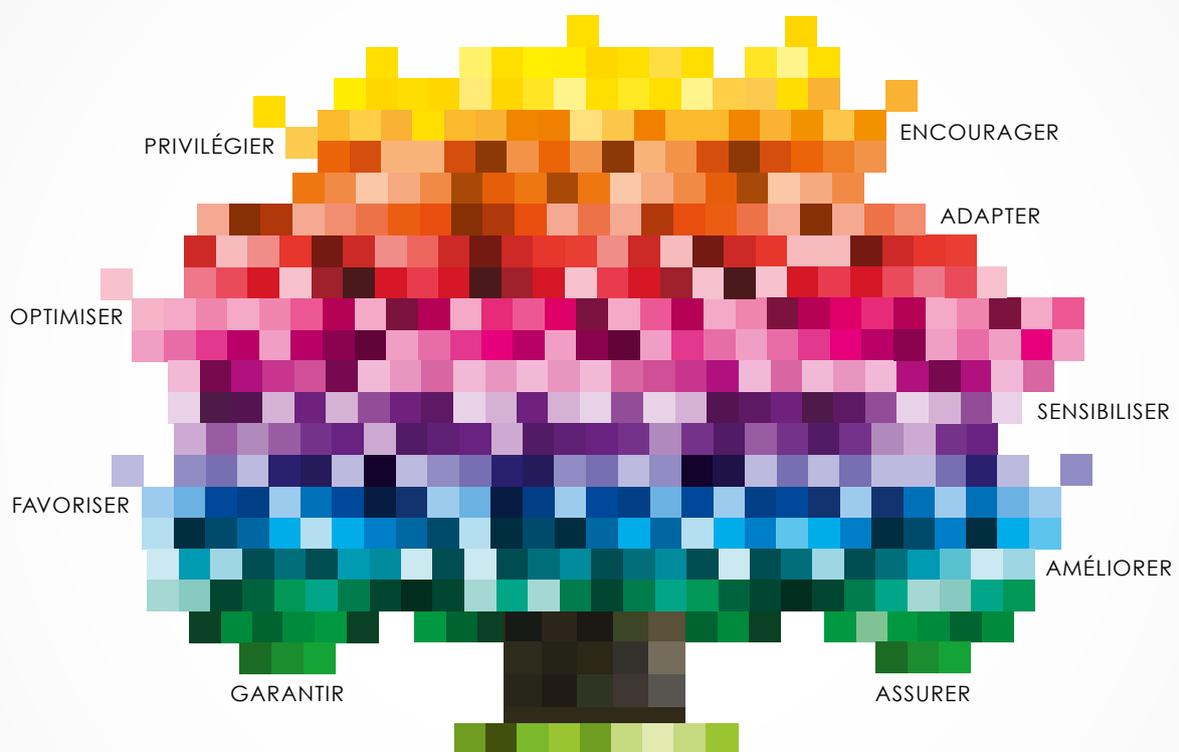


TotalEnergies

ag.totalenergies.com

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. **0590 26 72 40** - mail : infos@primsas.com



Guyane

2500

C'EST LE NOMBRE DE FOYERS
QUI DEVRAIENT POUVOIR
DÉSORMAIS ÊTRE ALIMENTÉS PAR
LA NOUVELLE CENTRALE BIOGAZ
DES MARINGOUINS, LA PREMIÈRE
EN OUTRE-MER À PRODUIRE DE
L'ÉLECTRICITÉ EN CONTINU.



Dans les labos

Deux avancées dans la valorisation des sargasses se démarquent ce mois-ci. Un engrais développé par l'institut de recherche de développement agricole des Caraïbes (CARDI) est en phase finale de test. De plus, les études du projet Thlassia, présentées par Idania Rodeiro Guerra, vice-directrice scientifique de l'Institut des sciences marines (ICIMAR) de l'Agence cubaine pour l'environnement, présente les propriétés antioxydantes, anti-inflammatoires et antivirales de la sargasse (!), faisant des algues brunes des candidates potentielles pour l'industrie pharmaceutique.

Martinique

INTÉGRATION SOCIALE

La CTM lance un appel à projet pour la construction de trois centres d'accueil de jour autonomes pour adultes en situation de handicap. Un centre serait implanté par territoire (nord caraïbes, centre et sud caraïbes) pour une capacité de 30 places. Toute demande de candidature est à envoyer à ctm-aapesms@collectivitedemartinique.mq.

Pour Elles

Tous les projets ayant pour objectif d'accompagner et de valoriser ceux qui s'engagent « pour défendre et améliorer la condition des femmes dans la société », peuvent répondre à l'appel à projet « Les Elles by Contrex » jusqu'au 31/12/24. À la clef, plusieurs éléments tels qu'un accompagnement à la collecte de fonds ou encore la possibilité de recevoir 10 000 euros. Les formulaires sont à remplir sur la plateforme Ulule.



Nomination

UNE PRÉSENCE À CHAQUE ÉTAPE DU PARCOURS DE VIE

Depuis le 15 avril 2024, Loïc Rolland est le nouveau directeur régional Antilles-Guyane de la Banque des Territoires de la **Caisse des Dépôts**. Nous l'avons rencontré à Fort-de-France.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Avant votre nomination, vous étiez directeur Grand âge et Autonomie au sein de la direction des politiques sociales du groupe Caisse des Dépôts, quelle stratégie adopter face aux problématiques liées au vieillissement de la population que connaissent les Antilles ?

Loïc Rolland : La Guadeloupe et la Martinique auront d'ici 2030 les populations les plus âgées de France. Le sujet du grand âge nécessite une vision 360 et s'inscrit dans un parcours de vie. C'est pourquoi nous sommes présents à chaque étape, sur les parties résidentielle, servicielle et accès aux soins. C'est l'une des jambes sur lesquelles reposent les actions de la Banque des Territoires, la cohésion sociale et territoriale, la seconde est la transition écologique et énergétique.

Chiffres clés 2023 aux Antilles-Guyane

Montants des prêts signés : **206,8 M€**
 Investissement en fonds propres : **21,6 M€**
 Consignations : **7,4 M€**
 Montant France 2030 engagé : **13 M€**

La publication des résultats 2023 en région Antilles-Guyane affiche une forte croissance, + 15 % de ses prêts sur livret A. Comment ont-ils servi ?

Ces 15 % sont en grande partie en direction du logement social, presque 1 800 nouveaux logements et 2 500 logements réhabilités. Cela représente 174 millions d'euros de nouveaux prêts, il s'agit ici d'une augmentation de 17 % par rapport à 2022. Dans la construction neuve comme pour la réhabilitation, nos financements sont employés sur des projets qui répondent au respect des normes de la transition écologique et énergétique. Nous accompagnons les

territoires sur l'adaptation au changement climatique et le mix énergétique, le développement économique et l'emploi, l'économie sociale et solidaire, les secteurs du numérique et du tourisme. Nous avons notamment financé 10 projets en Guadeloupe, Martinique et Guyane avec près de 22 millions d'euros de fonds propres.

Vous participez au déploiement de cinq grands programmes nationaux parmi lesquels Action Cœur de Ville et EduRénov, comment se définissent-ils à l'échelle de nos territoires ?

Les programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain aident à construire des logiques autour d'un centre bourg afin de le dynamiser économiquement et socialement. Les maires ont des stratégies qu'ils définissent que, nous accompagnons sous leur impulsion afin de lutter contre la désertification. Une foncière est en cours de création, son objectif est de faire en sorte que les dents creuses soient rénovées, des pieds d'immeuble avec des commerces puis des logements proposés aux organismes de logements sociaux. Il est ici aussi question de sobriété, de reconstruire la ville sur la ville.

Le programme EduRénov s'inscrit dans une dynamique écologique en faveur des établissements scolaires, de leurs mises aux normes parasismiques et paracycloniques, qui peuvent aussi être des lieux de mise en sécurité et de protection des populations en cas de risques majeurs. Nous accompagnons la volonté des élus, les collectivités avec des prêts sur des maturités très longues, des temporalités qui sont celles de l'amortissement des biens, propres à des établissements qui seront utilisés par des générations. Cela permet des capacités d'investissement sur d'autres projets. Nous sommes pourvoyeurs de solutions pour les territoires, c'est notre ADN. Nous accompagnons les politiques publiques locales, nos outils sont l'ingénierie, les prêts, les fonds propres, la recherche de partenariats structurants.

Quelle vision prospective porte la Banque des Territoires ?

C'est notre rôle d'anticiper, c'est l'histoire de la Caisse des Dépôts, qui depuis toujours, participe à l'aménagement du territoire et au financement de ses infrastructures. Nous sommes présents à chaque étape du parcours de vie, de la naissance à l'accompagnement dans le grand âge. Les territoires îliens, pour l'avoir vécu ailleurs, sont très résilients. Je crois beaucoup en leur capacité de transformation, une dynamique vertueuse est en route. Ils intéressent de nombreux acteurs internationaux et européens. Nous venons d'apporter notre soutien à la transformation du Grand Port Maritime de Martinique, le 22 mars dernier, exemple parlant s'il en est des horizons écologiques et économiques prometteurs en cours dans la région.

Bio Express

Diplômé de l'Université de Caen et de l'ENA, Loïc Rolland est également titulaire du diplôme d'études comptables et financières (1993), auditeur du Cycle des Hautes Études Européennes (CHEE) de l'ENA (2013) et diplômé en Intelligence Économique (IHEDN). Il a effectué l'ensemble de sa carrière au sein du groupe Caisse des Dépôts. À partir de 2016, il se consacre aux politiques sociales du Groupe liées au vieillissement.



Loïc Rolland, directeur régional Antilles-Guyane de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts

Chercheur en médecine

“Sur quoi travaillez-vous ?”

Réponses courtes et précises de médecins et chercheurs des Antilles-Guyane. Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Professeur Dabor Resiere

Développer le concept de « One Health » ou « une seule santé »

Quels sont vos principaux travaux de recherche ?

Ardent défenseur de la coopération régionale, je travaille, au niveau caribéen, sur l'échange de patients, de connaissances et l'accueil d'équipes médicales. Nos études couvrent un large éventail de thématiques comme les soins critiques en réanimation, les infections tropicales émergentes, en collaboration avec la Guyane et la médecine environnementale (intoxications, pesticides, sargasses, envenimations terrestres et marines, brumes de sable). L'impact des sargasses sur la santé fait également partie de mes travaux.



Professeur Dabor Resiere, professeur des universités – praticien hospitalier (PU-PH) du service de réanimation et chef unité fonctionnelle toxicologie clinique et environnementale au centre hospitalier universitaire de Martinique (CHUM)

Quelles sont les résultats de vos études sur l'impact des sargasses ?

Des études de recherche clinique au sein du CHUM, entre 2016 et 2020, ont permis d'observer un sur-risque de 65 % de survenue précoce d'une hypertension de la grossesse dans la zone critique des 2 km des sites d'échouage de sargasses. Cette précocité représente un risque accru de prématurité et de conséquences néfastes pour le développement des enfants nés prématurément. Autre découverte : un effet potentiel sur le système nerveux central, en observant une augmentation du nombre d'apnées centrales du sommeil chez des sujets exposés, augmentation proportionnelle à la durée d'exposition. D'autres recherches sont en cours, via notamment le projet international SARGACARE, qui vise à caractériser le syndrome toxicologique induit par les émissions gazeuses des sargasses en décomposition. Dans le cadre de la création du CRPPE (1) en 2022, des consultations fixes et mobiles en toxicologie renforcent les capacités d'intervention.

Quelle question ou approche médicale vous passionne le plus ?

Je suis un adepte du concept « One Health » ou « une seule santé », qui prône une approche globale des enjeux sanitaires. Il s'agit de reconnaître l'interconnexion entre les êtres humains, les animaux et leur écosystème partagé. « 60 à 70 % des patients admis aux urgences du CHU de Martinique souffrent de pathologies liées à l'environnement. C'est pourquoi, en collaboration avec d'autres collègues, je développe ce concept de « One Health ». Nous sommes convaincus qu'une approche multidisciplinaire est essentielle pour combattre certaines maladies émergentes dans notre région(2) ».

1. CRPPE : centre régional de pathologies professionnelles et environnementales

2. Pathologies, entre autres, liées aux pollutions (sargasses, chlordécone, brume de sable...) ou à certains virus transmis par les moustiques (dengue, chikungunya, zika...).

LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Cocoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalande.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalande.com

EN JUILLET

Notre nouvel hors-série JO

À LA RENCONTRE DE NOS ATHLÈTES

La rédaction d'Ewag Sport suit, depuis plusieurs mois, nos ambassadeurs originaires des Antilles-Guyane dans leur préparation et leur quête du Graal olympique. Athlètes, judokas, escrimeurs, gymnastes... tous rêvent de marquer l'histoire dans la capitale tricolore et de porter haut les couleurs de nos territoires.

EW'AG
sport



PARTICIPEZ

**AVEC NOUS À LA GRANDE
AVENTURE OLYMPIQUE**

Vous souhaitez communiquer ?

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

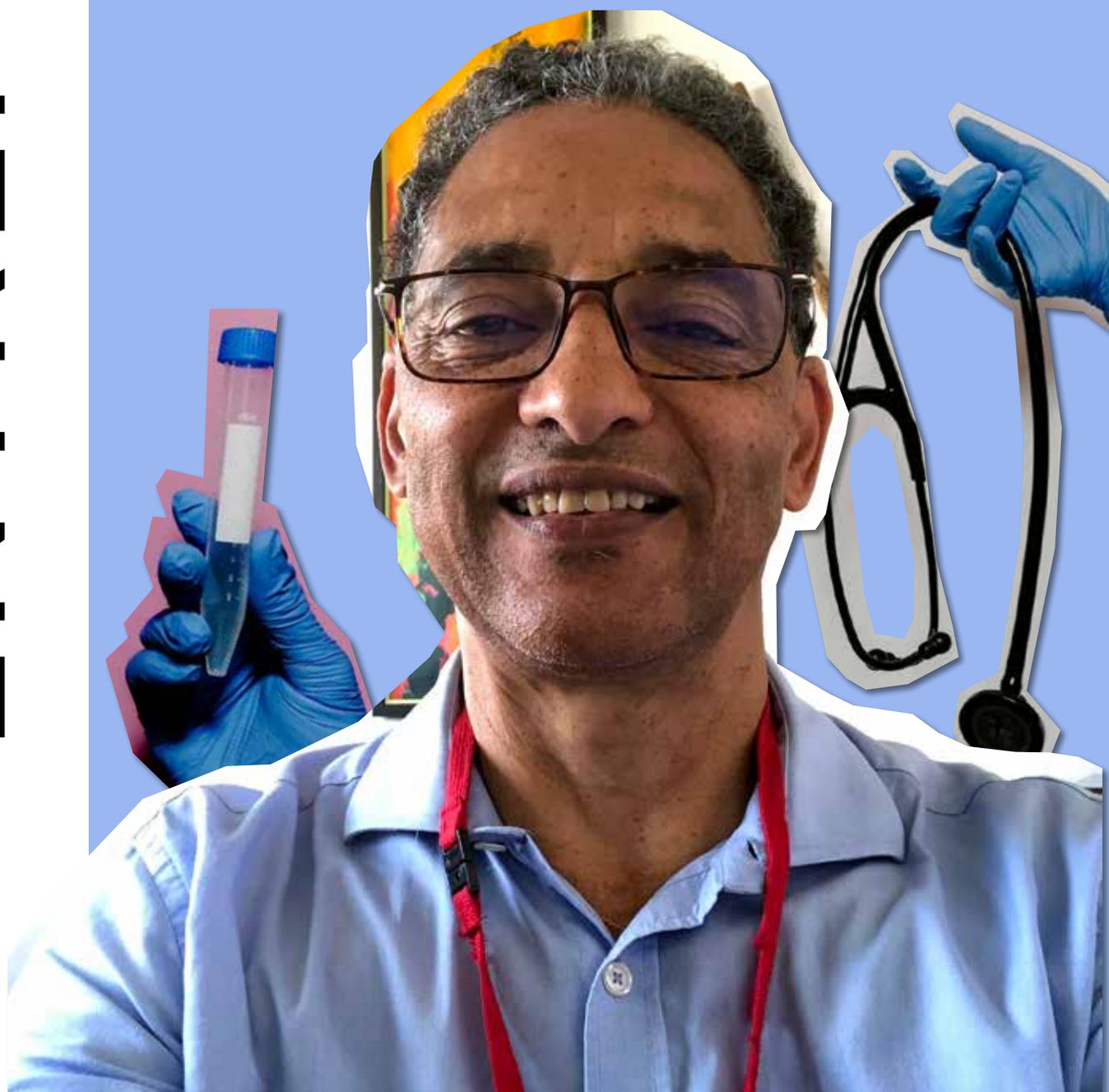
GUYANE

0694 26 55 61

- ENTREPRISES

Carrière d'ultramarin

« LE **21ÈME SIÈCLE**
SERA CELUI OÙ LES ÉTUDES SUR
LE FONCTIONNEMENT CÉRÉBRAL
VONT EXPLOSER »



Chaque mois, la rédaction se penche sur des métiers exercés avec passion, des carrières d'ultramarins susceptibles d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Rencontre avec Serge Romana : enfant, il se rêvait pilote de ligne ou astronaute, aujourd'hui, il est chef du service de Médecine génomique des maladies rares de l'enfant de l'hôpital Necker-Enfants malades à Paris.

Texte Alix Delmas

Vous êtes d'abord pédiatre, comment décidez-vous de vous spécialiser en génétique ?

J'ai fait de la génétique grâce à Camille Berchel et Guy Mérault qui ont beaucoup compté dans mon parcours. Le premier a été mon « maître », celui qui m'a fait aimer la pédiatrie, particulièrement la réanimation néo-natale. C'est lui qui a créé la pédiatrie moderne guadeloupéenne. Guy Mérault était un chercheur qui a implanté la première équipe Inserm des Antilles. Il m'a donné le goût de la recherche. En 1986, Camille Berchel me demande d'aller me former en génétique. C'est un domaine alors en pleine révolution avec l'essor de la biologie moléculaire. Je m'y plonge corps et âme. J'obtiens une thèse de sciences* en 1995 avec une première mondiale sur l'anomalie chromosomique de structure la plus fréquente dans les leucémies de l'enfant. Ne pouvant retourner en Guadeloupe (la génétique n'étant pas une priorité), je réponds positivement en 1998 à la proposition du service de cytogénétique de l'hôpital Necker d'occuper un poste de MCU-PH*. J'y mets en place le diagnostic préimplantatoire chromosomique en décembre 1999. En 2005, j'obtiens mon habilitation à diriger des recherches, puis en 2007, je deviens PU-PH*. Aujourd'hui je dirige le service de Médecine génomique des maladies rares de l'enfant de l'hôpital Necker-Enfants malades à Paris.

Quels sont les espoirs à venir dans votre domaine de généticien ?

Nous sommes capables de lire le génome de chaque patient dès que cela s'avère nécessaire. C'est ce que nous appelons le séquençage du génome. L'heure est aujourd'hui au développement des tests post-génomiques qui permettent de comprendre les conséquences des anomalies génomiques que nous avons détectées. Ainsi, nous allons pouvoir diagnostiquer dans de nombreux cas, les causes moléculaires responsables de déficiences intellectuelles, de troubles psychiatriques, neurologiques, de déficits immunitaires, de maladies métaboliques, dermatologiques, rénales, cardiologiques..., et de cancers. Ces découvertes vont nous permettre de développer des tests thérapeutiques pour les maladies génétiques en particulier des thérapies géniques. Un des secteurs qui va se développer considérablement sera celui de

la neurobiologie. Le 21e siècle sera celui où les études sur le fonctionnement cérébral vont exploser.

Comment se sont articulés votre carrière de généticien et votre engagement militant associatif déterminant pour l'édification future du Mémorial national des victimes de l'esclavage au Trocadéro ?

Devenir médecin est à l'origine une vocation familiale, je suis issu d'une famille de soignants. J'ai toujours été passionné depuis mon enfance par les questions portant sur le sens des choses, de la vie, la biologie (origine, paléontologie, évolution des espèces) et la vie des humains, donc l'Histoire. J'ai eu la chance de rencontrer ma femme, Viviane, qui est la personne la plus intelligente que je connaisse. C'est grâce à son travail de psychologue à travers son champ d'étude, l'ethnopsychiatrie que j'ai compris que nous, Guadeloupéens, avons été construits dans et par l'esclavage. Et l'une des conséquences de cette origine est la rupture d'affiliation avec nos aïeux, or un groupe humain en rupture d'affiliation est condamné à l'errance identitaire. Alors, il nous a fallu inventer des outils pour tenter de rétablir cette filiation, c'est pourquoi nous avons créé un opérateur de mémoire, le CM98*. Dans ce cadre, nous avons créé une journée nationale dédiée à la mémoire des victimes de l'esclavage, le 23 mai qui, après 20 ans de combat est devenue officielle. Ensuite, nous avons déchiffré les archives de la « grande Nomination » qui consista, après l'abolition de l'esclavage, à attribuer des noms de famille aux 163 000 nouveaux libres de la Guadeloupe et de la Martinique qui n'avaient alors qu'un prénom pour identité. Enfin, nous les « connaissons » et nous pouvions les honorer. Ce sont ces noms et prénoms (230 000 personnes pour les quatre anciennes colonies françaises) qui seront gravés sur le Mémorial national des victimes de l'esclavage. Celui-ci sera bientôt érigé dans les jardins du Trocadéro. Quel plus bel hommage, quel meilleur moyen pour les réhabiliter et inverser la honte qui pèse sur leur mémoire ?

*MCU-PH : Maître de conférences des universités – Praticien hospitalier

*PU-PH : Professeur des universités – Praticien hospitalier

*CM 98 : Comité Marche du 23 mai 1998

*Intitulé de la thèse : « Etude cytogénétique et moléculaire de la t(12 ;21)(p13 ;q22) des leucémies aiguës lymphoblastiques de l'enfant » Université Paris VII -

Pour en savoir plus :
<https://www.anchoukaj.org/>
<http://cm98.fr/>

Formation continue

DES PARCOURS ADAPTÉS AUX BESOINS DES ENTREPRISES

Fort de plus de 40 ans d'existence, **Skillfor Campus**, organe de formation de la CCI, n'a de cesse d'étoffer son offre. Focus sur les centres de formation continue et d'étude des langues, avec Audrey Florent, directrice du développement commercial et de la relation clients pour Skillfor.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann

Avez-vous constaté un regain d'intérêt pour l'apprentissage des langues ces dernières années ?

Audrey Florent : C'est, en effet, le constat que nous faisons, et je pense qu'il y a une marge de développement importante dans ce domaine. Les demandes sont nombreuses et les profils des apprenants très variés allant des seniors, qui souhaitent acquérir les bases d'un anglais conversationnel, pour voyager à la retraite aux entreprises, en quête d'un vocabulaire spécifique dans le cadre de leur activité. Nous avons ainsi travaillé avec les professionnels de la santé pour qu'ils soient en mesure d'accueillir des patients étrangers ou de collaborer avec d'autres pays dans le cadre de leurs travaux de recherche ; ou encore avec les acteurs du tourisme pour les préparer à l'accueil des croisiéristes, par exemple. Notre force est de pouvoir nous adapter à tous les besoins.

Comment expliquez-vous cet engouement ?

Je pense que c'est une conjoncture de plusieurs facteurs, fruits de la mondialisation, comme le développement des plateformes de vidéos ou des réseaux sociaux. Et cela ne concerne pas uniquement les particuliers, les entreprises aussi sont de plus en plus confrontées à l'anglais, qui est d'ailleurs la langue la plus demandée au CEL (centre d'études des langues). Notre environnement régional motive également cet apprentissage, puisque l'anglais et l'espagnol permettent de faciliter les échanges avec nos voisins caribéens. Une dizaine de langues est enseignée au CEL, y compris la langue des signes, le coréen et le créole. En fonction de ses besoins et de

ses contraintes, l'apprenant pourra choisir sa formule, en termes de rythme de formation (intensive ou non), de mode d'apprentissage (présentiel, à distance ou hybride) et de lieu d'apprentissage puisqu'au-delà du site de Skillfor à Schœlcher, la CCIM dispose d'antennes à Trinité, au Carbet et au Marin.

En ce qui concerne la formation continue, quelles sont celles qui rencontrent le plus grand succès ?

Les formations dans le domaine du tertiaire, comme la gestion de la paie, la comptabilité ou la vente fonctionnent bien, certainement parce qu'elles sont ancrées dans l'ADN de Skillfor, ce sont nos formations historiques. Ces derniers temps, deux thématiques se distinguent : les soft skills (savoir-être, prise de parole en public, gestion des conflits, leadership...) et le digital (réseaux sociaux, e-réputation, cybersécurité...). Les choses bougent, c'est la raison pour laquelle notre catalogue de formations n'est jamais figé. Dès lors que nous

parvenons à répondre à un besoin des entreprises, la formation fait sens.

Comment se déroule le parcours de formation ?

Il est flexible et modulable ! En fonction du temps qu'un salarié peut y consacrer ; mais aussi parce que les besoins d'un service à l'autre, dans une même entreprise, ne sont pas les mêmes, les niveaux de chaque participant non plus. Notre force est d'être agile et de faire preuve de souplesse. Ainsi nous proposons un accompagnement pour construire ensemble la meilleure solution, cela peut passer

“ On ne peut pas exiger le meilleur de ses équipes sans les accompagner ”



Audrey Florent, directrice du développement commercial et de la relation clients pour Skillfor

par un test de positionnement pour constituer des groupes de niveaux, par exemple. L'enjeu est aussi de parfaitement cerner les besoins du client afin de lui proposer la formation adaptée. Cette ingénierie est l'essence de notre métier et nous disposons d'un réseau d'intervenants expérimentés y compris lorsqu'il s'agit d'aborder des thématiques plus spécifiques telles que la gestion des fonds européens ou le RGPD.

La formation tout au long de la vie est donc pour vous un indispensable ?

La richesse d'une entreprise, ce sont ses équipes. En cela, favoriser leur montée en compétences est le meilleur atout pour rester compétitif. Avec la génération Z, c'est primordial, car cette jeune génération, qui arrive sur le marché du travail, n'a pas peur de bouger ; et elle est intransigeante quant à la qualité du management. Parallèlement, on ne peut pas

exiger le meilleur de ses équipes sans les accompagner. C'est fondamental pour qu'une entreprise continue de se développer. Les ressources humaines sont une force et la formation n'est pas le luxe que l'on s'offre quand on a le temps. Il en va de la responsabilité des entreprises de proposer à leurs salariés un temps de formation, et nous sommes là pour les accompagner.

- Plus de **50** formateurs
- Près de **50** formations dispensées
- **13** langues enseignées
- **883** étudiants, en 2023, inscrits dans les centres de formation continue et d'étude des langues

Emploi

L'INCLUSION PAR LE SPORT !

Depuis 2020, **France Travail Martinique** a organisé 10 journées du « Stade vers l'emploi » autour du rugby, de l'athlétisme, du football, réunissant près d'un millier de demandeurs d'emploi, dont 60 % ont aujourd'hui un job pérenne, permettant ainsi à 150 recruteurs de trouver chaussures à leurs pieds.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopmann



Philippe Lamblin, délégué aux emplois au ministère du Travail et créateur du Stade vers l'Emploi

“ C’est une manière de trouver des candidats motivés, sans passer par le filtre classique de l’entretien d’embauche autour d’un CV ”

Porté par le ministère du Travail, du plein emploi et de l’insertion, le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, la méthode « Du Stade vers l’emploi » a pour objectif de s’appuyer sur les valeurs sportives pour booster le recrutement. « Le sport est un vecteur d’insertion professionnelle et sociale. Il s’agit d’une méthode de recrutement du 21e siècle en proximité qui mise sur le savoir-être mis en valeur par la pratique sportive collective », nous explique Philippe Lamblin, délégué aux emplois au ministère du Travail et créateur du Stade vers l’Emploi.

UN PARI GAGNANT-GAGNANT

L’événement s’adresse à un public éloigné de l’emploi, femmes et hommes inscrits à France Travail, mais aussi à des cibles spécifiques, personnes en situation de handicap, bénéficiaires du RSA, NEET (ni en emploi, ni en étude, ni en formation). Pour les recruteurs qui ont des difficultés à trouver du personnel, « c’est une manière de changer leurs modes et critères de recrutement, de trouver des candidats motivés, sans passer par le filtre classique de l’entretien d’embauche autour d’un CV », précise Philippe Lamblin. C’est aussi pour les clubs sportifs engagés d’être

en relation avec des entreprises, d’initier des partenariats et de trouver des sources de financement.

TROIS TEMPS FORTS

En tenue sportive, après un café d’accueil, 10 groupes de 10 personnes, candidats et recruteurs, vont s’affronter durant 2 heures et de manière anonyme dans une pratique sportive encadrée par un club. « Les activités sont conçues de manière à mettre en valeur les qualités humaines telles que la solidarité, le respect, la bienveillance, l’esprit d’écoute, la rigueur, l’organisation, la capacité de mobilisation. Il n’y a aucune notion de compétition », tient à préciser Philippe Lamblin. Après un déjeuner partagé (toujours sous couvert d’anonymat), un job dating est organisé autour de différents ateliers. « C’est le moment où l’on fait connaissance ! » (sourire). Grâce à la relation de proximité établie à travers le sport et le déjeuner, les entretiens sont facilités et se font de manière plus détendue et les échanges sont basés sur une véritable approche des compétences. « Ces événements ont fait leur preuve. Ils nécessitent d’être

développés afin que le sport puisse mieux contribuer à l’insertion des publics et permettre l’atteinte du plein emploi sur le territoire ! », conclut Philippe Lamblin.

Les entreprises s’engagent !

Initié par le Président de la République en 2018, le programme d’engagement de la Communauté « les entreprises s’engagent » s’inscrit dans la continuité de la feuille de route entre le ministère du Travail, du Plein Emploi et de l’Insertion. Il a vocation à contribuer à la construction de l’héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques. Afin de mobiliser un grand nombre d’entreprises, trois axes d’engagement leur sont proposés :

- Je m’engage à soutenir l’insertion professionnelle des sportifs de haut niveau ;
- Je m’engage à développer le sport dans mon entreprise ;
- Je m’engage pour l’inclusion par le sport avec les clubs sportifs engagés.

Agence d'emploi

LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS

Actual Interim Insertion (A2i) devient **Ergos (Actual Insertion)**. Aujourd'hui, 5^e acteur sur le marché du travail et de l'emploi en France, Actual group est un groupe français, à la vision résolument humaniste, qui milite chaque jour pour faciliter le droit au travail pour tous. Organisé autour de 4 métiers - travail intérimaire, recrutement, accompagnement et formation -, implanté depuis 2018 aux Antilles-Guyane à la suite du rachat des agences de travail temporaire ERGOS, il s'appuie sur une expérience de plus de 30 ans et se positionne n° 1 de l'intérim d'insertion en France.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim

La devise du groupe Actual : « Construisons ensemble votre travail ». Ce leitmotiv, Ena Romney, directrice régionale Antilles-Guyane du groupe, le décline au quotidien avec ses équipes sur nos territoires. Comme elle le rappelle, « les agences Ergos, notre ancienne marque (devenue Actual en 2022), avaient développé depuis plus de 30 ans une solide expertise dans le travail temporaire. Nous poursuivons notre mission avec le même engagement aujourd'hui, afin que chacun ait accès au travail. » Aujourd'hui n° 1 de l'intérim d'insertion en France, Le groupe a choisi de s'investir dans le secteur de l'inclusion sociale et professionnelle, afin d'aller au bout de cette démarche d'accompagnement au service des publics éloignés de l'emploi.

Pouvez-vous nous présenter l'activité du groupe Actual aux Antilles-Guyane ?

Ena Romney : Le groupe Actual, à travers ses différentes marques, propose des solutions pour relier d'une part, les entreprises à la recherche de ressources et d'autre part, les candidats en quête d'un emploi. Pour cela, nous proposons des prestations de travail temporaire, de recrutement, d'accompagnement et de formation. Aux Antilles-Guyane, le groupe est composé d'agences d'emploi de proximité (Actual et Ergalis), d'agences spécialisées dans l'insertion "Ergos (Actual insertion)" anciennement "Actual Intérim Insertion (A2I)" et d'organismes de formation "Envergure".

Comment arrivez-vous à vous distinguer dans un secteur aussi concurrentiel ?

Notre parti pris est d'intégrer dans nos agences des collaborateurs formés au recrutement et issus des métiers recherchés par les employeurs. En cela, nous

Le groupe Actual aux Antilles-Guyane

- **Agences d'emploi Actual**
16 agences
36 collaborateurs
5 territoires
- **Agences Ergos (Actual Insertion)**
6 agences
16 collaborateurs
4 territoires
- **Organisme de formation Envergure**
1 collaborateur
5 territoires
- **La Direction régionale**
6 collaborateurs
- **Le centre de gestion**
7 collaborateurs

sommes en mesure de répondre de manière précise à la demande des entreprises. Nous comptons 22 agences, dont certaines sont spécialisées dans les secteurs du tertiaire, du numérique, du BTP, de l'industrie, de l'hôtellerie-restauration, du commerce, de la logistique et du médical. Un autre atout est notre maillage exhaustif du territoire, avec des agences implantées en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

Actual Interim Insertion change de nom et devient Ergos (Actual Insertion). Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Le groupe Actual a voulu aller plus loin dans son

“ En 2019, le groupe Actual a voulu aller plus loin (...) avec l’ouverture des agences Actual Interim Insertion, devenues Ergos (Actual Insertion) en janvier 2024 ”

engagement pour l’emploi, en intégrant à ses champs d’intervention l’inclusion sociale par le travail, avec le développement du réseau d’agences Actual Interim Insertion (A2I) en 2019, devenues Ergos (Actual Insertion) en janvier 2024. Ces agences sont des ETTI, des entreprises de travail temporaire d’insertion, conventionnées par l’État. Elles proposent des missions d’interim aux personnes éloignées de l’emploi ainsi qu’un accompagnement social et professionnel. Ces personnes sont des demandeurs d’emploi longue durée, des jeunes de moins de 26 ans, des seniors, des bénéficiaires du RSA, des personnes prises en charge au titre de l’aide sociale... Les conseillers en insertion professionnelle sont chargés de les aider à lever leurs freins à l’emploi (problèmes de logement, de mobilité...). L’objectif est que les personnes accompagnées retrouvent une activité durable dans un délai maximum de 24 mois. Nous comptons 6 agences Ergos (Actual Insertion), réparties entre la Martinique, la Guyane, la Guadeloupe et Saint-Martin.

Ergos (Actual Insertion) a obtenu le label RSEi. De quoi s’agit-il ?

Le label RSEi, Responsabilité Sociétale des Entreprises inclusives, est une déclinaison de la norme internationale ISO 26 000, adaptée aux entreprises inclusives. Ce label, obtenu en 2022, intègre à la RSE*



Ena Romney, directrice régionale Antilles-Guyane du groupe Actual

Chiffres clés groupe :

600 agences
4 100 collaborateurs
33 000 entreprises et 165 000 candidats accompagnés
1,6 milliard de CA en 2023

les spécificités de la mission d’inclusion des personnes vulnérables. Les entreprises labellisées respectent des critères stricts de performance en matière d’inclusion, de bonnes pratiques en matière de gouvernance, ou encore d’actions pour la préservation de l’environnement. Ce label symbolise parfaitement notre attachement à nos valeurs humanistes.



Avant



Après

SARC

entreprise locale spécialisée dans la construction et rénovation depuis 20 ans

Elle accompagne les entreprises, collectivités locales, particuliers, propriétaires et locataires sur leur projet vers la transition énergétique de A à Z : du montage de la procédure administrative, au suivi-réalisation des chantiers en passant par le déblocage des aides et l'édition des rapports techniques.

Rencontre avec Steve Saint Olympe, Directeur Commercial tertiaire.

Bonjour, pouvez-vous présenter SARC en quelques mots ?

Steve Saint Olympe : SARC, pour Société Antillaise de Rénovation et Construction, fait partie du groupe GGB, engagé dans le développement durable sur les départements de la Martinique, et de la Guadeloupe. Nous offrons un service précieux en matière d'amélioration des bâtiments, notamment en proposant des solutions de rénovation énergétique chez les particuliers et les entreprises. Nous sommes leader sur le marché de la pose d'isolant thermique.

Que proposez-vous concrètement ?

Nous proposons l'isolation thermique des bâtiments, entrepôts, bureau, hangars et habitats, et peu importe la superficie. L'objectif premier est de réduire la déperdition

thermique, responsable des grandes chaleurs notamment. Dans plus de 30% des cas cette déperdition se fait par le toit car c'est une grande surface de contact entre l'extérieur et l'intérieur. Les résultats sont un gain de confort thermique et acoustique, ainsi que des économies liées à la baisse de l'utilisation de la climatisation notamment. C'est la solution la plus économique car elle est entièrement financée grâce aux CEE. (Certificat d'Économie d'Énergie). Il existe une autre solution qui peut être complémentaire qui est la « protection solaire par la toiture ». Nous utilisons un produit de fabrication locale qui est la tôle isolée et la tôle bord de mer. Les avantages sont un abaissement de la température jusqu'à 10 degrés, et acoustique jusqu'à moins 23 décibels. La tôle bord de mer propose en plus une résistance à la corrosion dépassant les normes européennes les plus rigoureuses.

Pourquoi faire appel à SARC ?

Pour plusieurs raisons, la première est notre riche expérience, nous avons 20 ans de métier dans le bâtiment avec plus de 250000 m² de toitures et plus de 350000 m² d'isolation posés à ce jour. Ensuite nous sommes titulaires de plusieurs certifications dont le RGE Qualibat (Reconnu Garant de l'Environnement), qui est un gage de savoir-faire, de rigueur et de qualité. Et enfin nous sommes partenaires EDF Agir Plus et à ce titre pouvons faire bénéficier nos clients des primes d'Économie d'Énergie.

Les travaux d'isolation thermique reviennent à 0€ et ceci peu importe la surface. Je m'explique, le dispositif des Certificats d'économies d'énergie (CEE) oblige les énergéticiens — comme EDF — à contribuer financièrement à la baisse de la consommation énergétique en Martinique. Pour ce faire, ils doivent inciter à travers des primes les particuliers et les entreprises à consommer moins. Ce dispositif s'applique aux travaux d'isolation thermique mais aussi de pose de tôle isolée. Et enfin tous les travaux que nous réalisons sont garantis par une assurance décennale.

Comment procédez-vous ?

Nous offrons à nos clients une approche personnalisée qui commence par une évaluation énergétique lors d'une visite technique. Cela nous permet d'identifier les besoins spécifiques et de proposer ensuite un devis détaillé comprenant les coûts des travaux, et les primes d'économies d'énergie pour les entreprises. Les particuliers peuvent en plus bénéficier d'aides publiques comme MaPrimeRénov. Une fois le devis validé, nous planifions la mise en œuvre des travaux en prenant en compte les contraintes liées à l'activité du client (horaires d'ouverture et de fermeture, encombrement du site, etc...). Ensuite nous exécutons les travaux supervisés par l'un de nos chefs de chantier. Les travaux sont contrôlés par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation), unique organisme de référence en matière d'accréditation.

Nous considérons le chantier livré et clôturé à la réception du procès-verbal signé par le client.

Quelles sont les perspectives d'avenir ?

SARC est l'une des sociétés du groupe GGB tournées vers la transition écologique et énergétique. Le soleil représente une source d'énergie encore trop peu utilisée en Martinique. C'est donc naturellement que nous avons commencé à proposer la pose d'installation photovoltaïque. En plus de l'utilisation d'une énergie propre, nous permettons à nos clients de faire des économies et de se prémunir des coupures d'électricité.

Les CEE (Certificat d'Économie d'Énergie)

Le dispositif des CEE est un mécanisme qui oblige les fournisseurs d'énergie (dont EDF) à encourager les travaux d'économies d'énergie auprès des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités locales, des entreprises... Ces fournisseurs d'énergie accordent des aides financières (primes, bons d'achat, remise, prêt à taux bonifié, subvention...) ou techniques (diagnostic du logement...).



Steve Saint Olympe

Directeur Commercial tertiaire
0696 36 37 42 - 0596 37 09 82
commercial@lco-diffusion.com



*Tendance
au travail*

BIEN DORMIR, C'EST BIEN TRAVAILLER

Contrairement aux idées reçues, la nécessité du « bien dormir » ne relève pas seulement de la sphère privée. L'entreprise a un rôle crucial à jouer dans la promotion de la qualité de sommeil de ses salariés. Un enjeu fort d'attractivité, de fidélisation et d'engagement.

Texte Sarah Balay



LE SOMMEIL : UN ENJEU DE BIEN-ÊTRE ET DE SANTÉ PUBLIQUE

Alors que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) décrit le sommeil comme un « besoin humain de base », plus d'un Français sur trois souffre d'un sommeil de qualité insuffisante* : ils dorment moins de 7 heures par nuit en moyenne en semaine et 80 % d'entre eux se réveillent la nuit. 23 % des insomniaques souffrent de dépression et 54 % d'anxiété. Les risques sur la santé sont conséquents : prise de poids, maladies chroniques, baisse des défenses immunitaires, altération des fonctions psychologiques, etc.

UN COÛT IMPORTANT POUR L'ENTREPRISE

Un salarié fatigué est forcément moins performant : perte de motivation, d'engagement, d'efficacité, de productivité, d'épanouissement, risque accru de fautes graves, accidents du travail, etc. Sans compter les impacts négatifs sur le turnover et la marque employeur. Selon une étude de la fondation Terra Nova (2016), « les coûts directs et indirects d'un sommeil de qualité se chiffrent en milliards d'euros et 88 % des coûts indirects de l'insomnie (233 euros par an par salarié) sont supportés par l'employeur. En effet, les insomniaques présentent deux fois plus d'absentéisme que les bons dormeurs.

L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE MONTRÉE DU DOIGT

Selon 46 % des Français, le travail a un effet direct sur la qualité du sommeil. En effet, il existe plusieurs facteurs aggravants comme la charge excessive, le stress (exigences fortes, délais serrés, responsabilités accrues, conflits, etc.), les horaires irréguliers

et l'environnement défavorable (bruit, température, luminosité).

DES MESURES POUR CHANGER LA DONNE

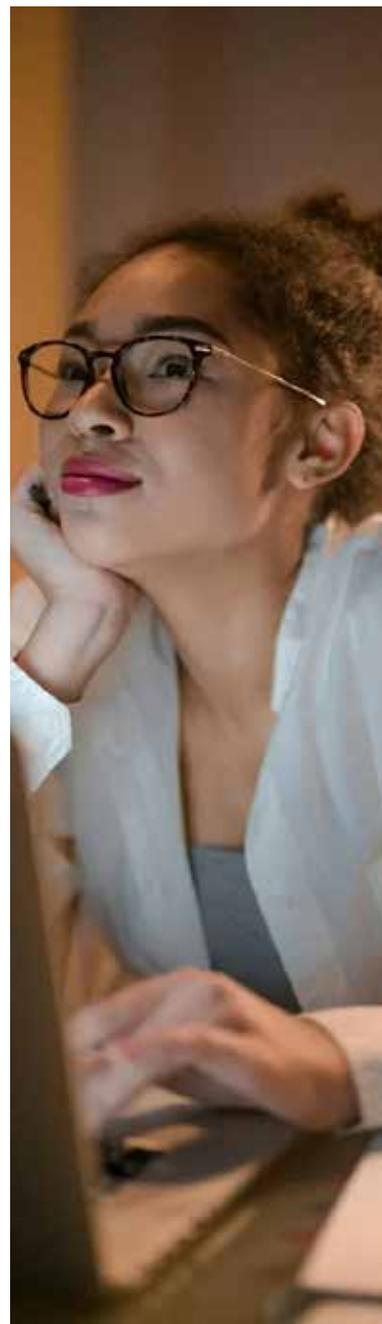
L'employeur peut, par exemple, encourager son personnel à faire davantage de pauses, voire des siestes au sein même de l'entreprise. Selon un sondage réalisé par QAPA en 2023, 7 Français sur 10 seraient prêts à faire la sieste au cours de leur journée de travail. Selon la NASA, une courte sieste de 20 minutes permettrait de gagner 35 % de productivité. À défaut d'espaces détente dédiés, les salariés peuvent opter pour une sieste « flash » simplement assis sur leur chaise. Selon l'institut national du sommeil et de la vigilance (INSV), elle peut durer entre 1 et 5 minutes et se faire à n'importe quel moment de la journée. L'essentiel est de pouvoir lâcher prise pour gagner en regain d'énergie.

L'entreprise peut aussi attirer l'attention sur l'importance de la déconnexion. L'omniprésence des écrans et canaux de communication ne favorise pas un sommeil sain et réparateur. Le télétravail a pu également entraîner certaines habitudes délétères comme des horaires décalés ou du travail au lit. Les actions de sensibilisation (atelier et conférence) pourraient être une solution pour améliorer le repos des salariés via des techniques et conseils utiles. Des consultations individuelles peuvent être aussi suggérées avec sophrologues ou naturopathes spécialisés dans le sommeil.

Selon LinkedIn Actualités, la question du sommeil fait partie des 15 tendances qui marqueront 2024. Le réseau avance que les « employeurs sont de plus en plus nombreux à reconnaître les effets psychologiques, physiques et, par conséquent, économiques

des troubles du sommeil ». Ils pourraient ainsi aller encore plus loin en proposant « des aides à l'achat d'appareils de suivi du sommeil ou prendre en charge des consultations auprès de spécialistes ». À suivre.

* Sondage OpinionWay pour INSV (institut national du sommeil et de la vigilance/MGEN (mutuelle santé prévoyance) 2022.



Profession chef d'entreprise « SI ON RESTE AVEC LA PEUR, **ON NE POURRA PAS LA VAINCRE** »

Dans notre série sur les chefs d'entreprise, nous plongeons cette fois dans l'univers de Séverine Lorsold, fondatrice d'Illuminskin, une entreprise de "beauty tech", spécialisée dans les innovations en matière de beauté et de bien-être.

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann

Comment êtes-vous devenue cheffe d'entreprise ?

J'ai commencé dans le secteur de la restauration en 2021, alors que j'étais encore salariée dans une boîte de télécommunication. J'ai quitté mon poste de salarié en août 2022 et après j'ai ouvert une société dans le secteur de l'énergie renouvelable. Aujourd'hui, j'ai revendu les deux entreprises et je me consacre entièrement au secteur de la beauté.

Qu'est-ce qui vous a encouragé à devenir cheffe d'entreprise ?

Je donnais sept heures de mon temps pour une société et à côté j'en donnais quatre pour mon entreprise qui me rapportait davantage. Au départ, j'avais peur de sortir de ma zone de confort et je me disais qu'il faudrait vraiment me donner à fond. Aujourd'hui, j'ai toujours le doute de pouvoir vivre de ma passion. Mais je m'entraîne à travailler efficacement. Il faut mettre en place des stratégies pour ne pas s'épuiser tout en ayant les résultats escomptés.

Quelles sont, par exemple, vos stratégies ?

J'essaie de planifier la veille chaque chose que j'ai à faire pour le lendemain et fixer un temps précis pour chaque tâche. Par exemple, je sais que je vais consacrer une heure

à mes réseaux sociaux, ou encore une heure à la recherche de produits.

Qu'est-ce qui vous motive au quotidien ?

J'ai deux enfants et je veux vraiment leur laisser un bel avenir. À chaque fois que je crois que je ne vais pas y arriver, je les regarde et je me dis que je n'ai pas le droit d'échouer, parce que je ne suis plus toute seule.

Une méthode qui vous aide dans votre vie de cheffe d'entreprise ?

Oui, le livre sur *Les 5 blessures de l'âme* m'a beaucoup appris sur ma personnalité. Quand on a des collaborateurs, savoir qui on est permet de mieux nous ajuster. Par exemple, je sais que je peux avoir ce côté rigide et dur qui fait que je suis quelqu'un d'assez carré. Au début, je ne comprenais pas ce côté chez moi. Avec le livre, j'ai pu réajuster ma personnalité et m'ouvrir davantage aux autres. Si j'ai un conseil à donner aux personnes qui souhaitent être cheffe d'entreprise, c'est de se lancer. C'est une aventure et il vaut mieux tenter car sinon il y aura des regrets. Si on reste avec la peur, on ne pourra pas la vaincre.





KARIBEA
HOTELS & RESIDENCES
AUTHENTIQUE PLAISIR CARIBÉ

3 HÔTELS EN MARTINIQUE !

Les établissements du groupe KARIBEA, vous offrent un large choix pour vos séjours d'affaires ou de loisirs.

VOS PLUS BEAUX SOUVENIRS SE CRÉENT CHEZ NOUS !

Envie de passer un moment mêlant confort et convivialité ?
Les hôtels du groupe KARIBEA vous ouvrent leurs portes,

En déplacement professionnel, ou en vacances, en famille, en duo ou entre amis... venez profiter d'un large choix de catégories de chambres et d'appartements.

Piscines à débordement, restaurants proposant une cuisine métissée, espaces massage et bien-être, bar convivial, salles de réunion... tous les équipements et services sont disponibles pour vous permettre de profiter de vos séjours en toute sérénité au sein de nos établissements.

Pour les instants gourmands, **les hôtels KARIBEA proposent des petits-déjeuners buffet, des pass journées incluant le déjeuner ou encore des diners savoureux dans un cadre idyllique.**

www.karibea.com



SALLES MODULABLES



GASTRONOMIE RAFFINÉE



Karibea Sainte-Luce Hôtel

Tel : +596 596 62 32 32
reservation-sainteluce@karibeahotel.com

Karibea Squash Hôtel

Tel : +596 596 72 80 80
reservation-squash@karibeahotel.com

Karibea Valmenière Hôtel

Tel : +596 596 75 75 75
reservation-valmeniere@karibeahotel.com

PEUT-ON VRAIMENT « **VERDIR** » SES FINANCES ?

Il est dit que l'argent d'un particulier pourrait travailler pour l'écologie. Placement vert, investissement vert, finance durable... Toutes ces appellations correspondent à des logiques d'investissement qui se doivent de soutenir les initiatives, projets et entreprises œuvrant au développement de l'écologie. Mais ces placements sont-ils réellement verts ?

Texte Yva Gelin



FAIRE DE LA FINANCE DURABLE

Par opposition à un investissement dit classique, l'investissement durable est par définition un placement qui soutient entreprises et projets en lien avec la transition écologique. Un investissement qui permet à la fois de développer un rendement financier tout en ayant un impact positif sur la société et l'environnement, en contribuant par exemple à la transition énergétique. Côté souscripteur, plusieurs produits financiers permettent d'avoir des « finances durables », il s'agit des livrets solidaires ou encore des fonds dits solidaires ou responsables. Côté bénéficiaire de ces fonds, l'entreprise candidate doit répondre aux trois critères de l'ESG. Il y a donc d'abord le critère de l'environnement avec des indicateurs prenant en compte par exemple la gestion de l'eau, des déchets ou encore le recyclage ou la consommation d'électricité. Avec le S de social, le critère ESG s'inquiète du respect de l'entreprise pour de bonnes conditions de travail ou encore l'intégration de travailleurs en situation de handicap. Enfin, le G de gouvernance exige que l'entreprise en question ait un système de gouvernance transparent, incluant le respect de ses actionnaires ou encore l'indépendance de son conseil d'administration.

PREUVE DE BONNE FOI

Quelle que soit la logique d'investissement choisie, la prudence est de mise quant à la nature réellement verte de là où est placé l'argent en question. Des outils existent et aident à guider dans le choix des placements verts. Parmi ces derniers, trois labels sont reconnus : le label ISR, le label Greefin et le label Finansol. Le premier, pour « investissement

socialement responsable », se doit de mettre en avant des entreprises respectant les critères ESG, c'est-à-dire Environnementaux, sociaux et gouvernementaux. C'est le label le plus répandu dans le secteur. Il serait cependant dénoncé comme peu contraignant par certains experts comme Arnaud Bodin, conseiller en gestion du patrimoine et auteur du livre Les meilleurs placements verts et solidaires. En effet, pour bénéficier du label ISR, une entreprise ne serait pas dans l'obligation de respecter les trois critères. Un seul suffirait. Le second label met l'accent sur les projets en lien avec l'économie verte ainsi que la transition écologique et énergétique. Le label Greefin exclut formellement les entreprises du secteur nucléaire et des énergies fossiles et serait plus exigeant que le label ISR. Il existe enfin le label Finansol, réputé pour être le plus transparent. A contrario des deux autres labels qui sont délivrés par l'État, Finansol est décerné par un acteur privé. Cependant, des trois, il serait celui dont la performance financière serait la plus basse.

PAS SI VERT...

Mais voilà, le vert tend cependant vers le noir depuis une enquête effectuée par une dizaine de médias européens dont le quotidien Le Monde. Publiée en novembre 2022, l'enquête s'est concentrée sur les fonds qualifiés de « super verts » et qui seraient donc particulièrement respectueux des principes liés au développement durable. Elle révèle d'abord que près de la moitié de ces fonds investissent dans l'aviation ou dans les énergies fossiles comme le gaz, le charbon ou le pétrole. L'analyse du journal montre ensuite que les fonds qu'on voudrait super verts investiraient en réalité dans 10 des entreprises les plus polluantes.

Parmi elles, TotalEnergies, Shell ou encore Exxon Mobil. Depuis cette enquête *La grande tromperie des fonds d'investissement « verts »*, des efforts ont été faits pour davantage de transparence quant aux entreprises qui bénéficient de placements verts. Depuis le 1er mars 2024, Le label ISR a ainsi été réformé et exclut dorénavant les sociétés impliquées dans les énergies fossiles en même temps qu'il prend progressivement en compte les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris. En ce sens, les entreprises devront présenter un plan de transition climatique en cohérence avec ces mêmes accords. À noter cependant que les entreprises déjà labellisées ne sont pas exclues d'office et ont jusqu'au 1er janvier 2025 pour s'adapter aux nouvelles normes du label ISR.

« UN INVESTISSEMENT QUI PERMET À LA FOIS DE DÉVELOPPER UN RENDEMENT FINANCIER TOUT EN AYANT UN IMPACT POSITIF SUR LA SOCIÉTÉ ET L'ENVIRONNEMENT »



Franck Foulard, délégué commercial
chez Axa Antilles Guyane

Assurance-Prévoyance du particulier

TOUS CONCERNÉS !

Personne n'est à l'abri d'un coup dur.
La prévoyance s'impose. Mise au point
avec Franck Foulard, délégué commercial
chez **Axa Antilles Guyane**.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

À quoi sert une assurance prévoyance pour un particulier ?

Franck Foulard : Il peut s'agir de garantir un prêt immobilier, d'être présent le jour où l'on devient dépendant par le versement d'une rente viagère, de financer ses obsèques, de garantir une rente éducation lors du décès d'un parent ou de se protéger, soi et sa famille, à la suite d'un accident de la vie.

Justement, parlons-en, qu'est-ce qu'un "accident de la vie" ? Sommes-nous tous concernés ? Et quelle garantie associée ?

Selon l'institut national de veille sanitaire, chaque année, 11 millions d'accidents de la vie* se produisent et sont à l'origine de 5 millions de recours aux urgences, plusieurs centaines de milliers d'hospitalisations, et plus de 20 000 décès en France. Il y a 5 fois plus de décès à la suite d'accidents de la vie que les seuls accidents de la route. Ils représentent la 3ème cause de décès en France. L'assurance Garantie Accident de la Vie Privée (GAV) couvre les conséquences des dommages corporels ou le décès, en cas d'accident au domicile, dans la rue, lors des loisirs, des vacances, de la pratique d'un sport amateur et les accidents médicaux. Les enfants mineurs sont également garantis à l'école (sur le trajet, sorties scolaires, dans la cour de l'école ou en classe).

Peut-on y souscrire quel que soit son âge ?

Chaque compagnie d'assurance a ses propres critères d'âge. Chez Axa, il faut avoir entre 18 et 74 ans inclus à la souscription et il faut savoir que nos assurés sont couverts pendant toute leur vie ; 80 % des décès des accidents de la vie privée concernent les plus de 65 ans ! Nous prévoyons 2 volets d'intervention, financière et humaine. D'abord, une indemnisation pour faire

face aux dépenses et la perte de revenu pour toute la famille, en cas de décès ou de séquelles corporelles permanentes à partir de 1 % d'invalidité. Puis une gamme complète de services pour un vrai soutien dans le quotidien de la famille, en cas d'accident corporel même s'il n'y a pas de séquelle, le rapatriement et les frais médicaux si l'accident a lieu à l'étranger, l'acheminement d'un proche à son chevet à l'hôpital, l'aide à domicile, etc. En cas de handicap et parce que la vie continue, nous prévoyons des indemnités permettant l'adaptation du logement, du véhicule et l'aide au retour à la vie professionnelle.

Protection haute performance

Ma protection Accident Axa offre un plafond par événement garanti et par personne assurée jusqu'à 1 000 000 d'euros.

Puis ce plafond d'indemnisation augmente de 100 000 euros tous les ans jusqu'à atteindre 2 000 000 d'euros sans franchise avec un seuil d'intervention dès 1 % de taux d'invalidité. L'option « **Mes Sports à risques** » propose la couverture de sports à sensations fortes : sur terre ou à la montagne*, dans l'eau**, dans les airs*** ou impliquant l'utilisation d'armes à feu ou à air comprimé.

*alpinisme, VTT de descente, raids et expéditions etc.

**kitesurf, plongeon, hydrospeed, rafting, canyoning, plongée sous-marine, apnée, wakeboard, scooter des mers, etc.

***parachutisme, saut à l'élastique, ULM, autogyre, vol à voile, skydiving, planeur, etc.

Boîte à outils

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#rédaction

Le Google Docs pensé pour les rédacteurs

Qu'il s'agisse d'écriture technique ou créative, Butter Docs promet de faciliter et donc d'accélérer le processus de rédaction avec des fonctionnalités dédiées à ceux qui écrivent : un tableau kanban type Trello pour élaborer son plan et stocker des notes et sources, un environnement d'écriture libéré de toute distraction, le stockage automatique du texte inutilisé pour une éventuelle réutilisation future.

butterdocs.com

#bien-être au travail

Feuilles de calcul sous stéroïde

Chance est le nom d'une communauté d'entraide et d'une méthode dont la mission est d'aider à trouver ou se réorienter vers une voie professionnelle plus adaptée. Pour ceux qui ne se sentent pas à l'aise dans leur boulot actuel, Chance a conçu un test diagnostique permettant d'évaluer son degré d'alignement pro et d'identifier les étapes à mettre en place pour trouver une mission plus épanouissante.

chance.co/diagnostic

#management

Casser les codes du management

Son ascension fulgurante, Netflix la doit notamment à son management original basé sur trois valeurs (confiance, franchise, transparence) et sur la suppression des limites et contraintes, de rémunération, d'horaires, de congés et de frais. C'est en tout cas la thèse développée dans cet ouvrage par le co-fondateur et président de Netflix lui-même.

La règle ? Pas de règles ! Netflix et la culture de la réinvention. Reed Hastings, Erin Meyer. Ed. Buchet-Chastel.

#organisation

Adieu aux post-its

Il y a ceux qui gardent leur to-do list en tête, ceux qui multiplient les post-its et papiers volants et ceux qui utilisent un outil dédié aux listes de tâches pour ne pas risquer d'en oublier. Pour les derniers, Superlist est une application mobile et desktop permettant de réaliser des listes quotidiennes, de trier les tâches entre pro et perso, de les partager avec d'autres utilisateurs et d'y intégrer d'autres applications pour un accès facilité.

superlist.com



DOSSIER



An underwater photograph of a sea turtle swimming over a vibrant coral reef. The water is clear and blue-green, and the sunlight filters through the surface, creating a shimmering effect. The turtle is the central focus, moving from the left towards the right. The coral reef below is diverse and colorful, with various species of coral and sea anemones.

BIODIVERSITÉ : **A QUOI SERVENT** **LES AIRES MARINES ?**

SOMMAIRE

- 46** Lexique
- 48** Panorama
Des aires marines protégées
- 52** Interview
Aire marine, aire utile ?
- 54** Reportage
La mer à l'école
- 56** Zoom
**Agoa : un sanctuaire
de réglementations**

Lexique

C'est dans un monde de subtilités que nous nous apprêtons à plonger. Pour mener à bien cette aventure qui va à la découverte des zones de protection marines, il va d'abord falloir apprendre à parler la même langue.

Texte Yva Gelin

Aires marines protégées (AMP) :

Les aires marines protégées (AMP) sont des espaces délimités en mer qui répondent à des objectifs de protection de la biodiversité marine et qui favorisent la gestion durable des activités maritimes. La France compte plusieurs types d'aires marines protégées comprenant différentes appellations telles que parc national, parc naturel marin, réserve naturelle ou encore parc naturel. Une appellation qui varie selon le gestionnaire et les réglementations instaurées au sein de l'AMP.

Cœur de parc :

zone soumise à une réglementation plus stricte et spécifique afin d'assurer la compatibilité des activités qui y sont pratiquées avec la préservation du patrimoine naturel, culturel et paysager.

Écosystème :

ensemble vivant composé de diverses espèces en interrelations entre elle et avec leur environnement sur un espace donné.

Zone de mouillage et d'équipement léger (ZMEL) :

démarche qui a pour but de maîtriser la pratique du mouillage dans les zones abrités et fréquentés par les plaisanciers afin de favoriser le développement durable de la zone. La ZMEL aménage une aire d'accueil et de stationnement temporaires pour les navires. Ces équipements sont mobiles de façon à garantir la réversibilité de l'affectation du site occupé.



Biodiversité :

fait référence à l'ensemble des composantes du milieu vivant/le tissu vivant. La biodiversité comprend différents types d'écosystèmes.

Haute mer :

ce qui correspond aux eaux internationales et est généralement situé à plus de 200 nautiques (370 km) de la côte, est aussi appelé le grand large.

Cantonnement de pêche :

zone qui favorise le maintien de la ressource halieutique et dans laquelle toute forme de pêche est strictement interdite.

Continuum terre-mer :

ce terme désigne le lien existant entre les actions menées sur terre et ayant un impact en mer.

Herbier :

prairie sous-marines formées de regroupements de plantes à fleurs.

Récif corallien :

structure formée par les animaux que sont les coraux et leur squelette en calcaire dur. Peut aboutir à la formation d'une barrière de corail.



Panorama

Des aires marines protégées

Les îles de la Caraïbe sont connues pour faire partie des 36 hotspots de la biodiversité mondiale. Une richesse que l'on dit "à préserver". Mais comment et de quoi faut-il protéger une aire ? D'autre part, comment créer un espace de protection limité dans un élément aussi mouvant et changeant que la mer ? Pourtant, au sein de ces fameuses aires, en fonction d'objectifs fixés par rapport à des enjeux spécifiques, le pari est pris d'appliquer une réglementation, avec, quand cela est possible, des contrôles effectués par une équipe dédiée. Les types de gestionnaire de ces espaces protégés sont divers, mais assurent généralement

un suivi de l'évolution du milieu, en particulier grâce à des projets de recherches scientifiques. Selon l'environnement, le climat et les espèces qui s'y trouvent, chaque réserve a ses spécificités et un fonctionnement qui lui est propre. Guadeloupe, Martinique, Guyane et Saint-Martin ont tous un peu de cette richesse et parce qu'on ne peut concrètement pas surveiller tout l'océan c'est d'abord sur ces fameuses aires marines protégées que se concentrent les efforts avec à chaque écosystème, des problématiques et des solutions différentes.

GUADELOUPE

La plus ancienne

Les aires marines protégées du parc naturel de Guadeloupe sont réunies en cœurs de parc, protégeant ainsi un espace de près de 30 000 hectares. Ces cœurs de parc ne constituent pas les seuls espaces marins protégés en Guadeloupe mais en représentent néanmoins la majorité et sont sous surveillance depuis 1987.

Des réglementations

« En France », explique Noémie Léger, garde moniteur au Parc national de Guadeloupe, « le cœur de parc est un des plus hauts niveaux de protection et pour aller vers plus de protection de ces cœurs, il y a, autour, ce que l'on appelle une air maritime adjacente de 130 000 hectares, servant de zone tampon ». Chaque cœur de parc a sa propre réglementation et la façon la plus simple d'être au fait de ces dernières est via l'application Nave&Co. « l'application, avec un pop-up, indique quand un usager entre dans une zone protégée et fournit la réglementation spécifique du cœur en question. Parfois, en fonction de l'histoire du cœur, comme celui de Pigeon, il a fallu faire des compromis et maintenir des activités économiques comme la plongée. »

Adaptation et coopération

Chaque cœur de parc a été défini et délimité en fonction d'études menées au préalable. « L'enjeu principal est la protection d'un environnement mais surtout d'un patrimoine, d'une biodiversité unique et particulièrement riche. Le pôle marin du parc comprend deux agents de développement local, qui "aident les communes à mettre en place des dispositifs en faveur de l'environnement". En qualité d'expert, ils donnent leur avis et ont la possibilité d'appuyer les acteurs politiques et économiques. » Grâce à ce fonctionnement, la ville de Deshaies a installé des filets en sortie de rivière pour la récupération de déchets.

Recherches et sensibilisation

L'ancienneté du parc lui confère le privilège d'un recul plus important sur la partie recherches. Comme le précise Noémie Léger, « Globalement, le résultat n'est pas très positif, en particulier avec la prolifération d'algues qui modifient l'équilibre de récif ». Si, dans l'aspect physique, le milieu ne semble pas aller en s'améliorant, des changements positifs sont observables. « Le braconnage en cœur de parc a beaucoup diminué et les gens y sont plus sensibles. » De 2012 à 2016, un suivi des coraux de Pigeon a été fait, et a donné lieu à un rapport et un article scientifique. « Cela permet de montrer un avant et un après. Ce sont des supports pédagogiques que nous transmettons aux décideurs. »





LES COEURS DE PARC :

Îlet Fajou,
Îlet Christophe,
Îlet La Biche,
Îlets Carénage,
Îlet Kahouanne,
Îlet Tête À l'Anglais,
Îlets Pigeon

MARTINIQUE

L'exception gestionnaire

S'il existe en Martinique deux aires marines protégées (Trinité et Prêcheur) et deux zones de cantonnement de pêche (îlet Ramier et Vetiver), le territoire semble sortir son épingle du jeu sur le plan gestion en associant acteurs économique et politiques au sein du parc naturel marin créé en 2017. Un atout qui devrait encourager des prises de décisions efficaces et cohérentes.

Fonctionnement inclusif

53. c'est le nombre d'acteurs composant le conseil de gestion du Parc naturel Marin. Celui-ci se réunit, au minimum, trois fois par an et autant de fois que nécessaire, en fonction des projets émergents. « Si un projet nécessite un avis conforme du parc, nous nous réunissons », explique Aude Brador, directrice déléguée. « Cela peut être le cas à l'occasion de l'installation de câbles sous-marins, de station de traitement des eaux usées ou encore de la mise en place de zones de mouillage ». Depuis sa création, le parc s'est rapproché des acteurs de la mer, a publié son plan de gestion et est en cours d'élaboration des actions à mener pour entamer une phase plus concrète. « L'idée du parc est de dire qu'on ne vient pas faire un truc en plus, même si on est un truc en plus. »

Mouillage, mouillage, mouillage

Au-delà d'appliquer les réglementations, pour Aude Brador, « l'enjeu transversal c'est l'organisation du plan d'eau avec des zones de mouillage, car cela permet de toucher tous les secteurs ». Par l'organisation de mouillages passe la protection des fonds que les ancres détériorent. L'idée derrière est également d'organiser le paysage. « Le terrestre dispose par exemple d'un PLU*, mais il n'y a pas eu la même réflexion pour le milieu marin. Les collectivités n'ont pas forcément réfléchi à ce qu'elles veulent y faire comme activités et comment elles font le lien avec le territoire terrestre. La question du mouillage amène aussi des réflexions sur les déchets, les bateaux hors d'usage... et facilite le travail

en faveur des écosystèmes marins car on sait où sont les activités et quelle progression on peut leur donner. » Côté études, le parc a récemment répondu à un appel à projet pour la mise en place d'une thèse sur la compréhension du fonctionnement des zones interdites à la pêche à cause de la Chlordécone. « Il s'agit de comprendre l'arrêt de la pêche sur la biodiversité dans ces zones. »

**Plan local d'urbanisme*





GUYANE

Lien terre-mer

La réserve naturelle nationale du Grand-Connétable de Guyane est la seule réserve 100 % marine du département. Caractérisée par un espace rocheux unique sur 7 852 hectares, cette aire marine illustre le continuum terre-mer, autrement dit l'impact que chacun de ces milieux a sur l'autre.

Biodiversité d'exception

Toute la pertinence de cette réserve s'explique par les îles du Grand-Connétable et du Petit-Connétable. Tracez un cercle de 5 km de diamètre autour de l'île du Grand-Connétable et c'est ainsi que s'est définie la superficie de l'aire marine. « Nous ne pouvons pas simplement protéger un rocher au milieu de l'océan », explique Marion Bonné, animatrice au GEPOG. « Le rocher dépend de ce qu'il y a autour et la mer dépend aussi des rochers. L'île du Grand-Connétable a été placée en réserve naturelle en 1992 ». Les poissons des alentours sont consommés par les oiseaux et les poissons profitent de cet habitat spécifique et particulièrement rocheux pour se développer. Les deux milieux sont donc interdépendants. La tortue verte, deuxième plus grosse espèce de tortue au monde, effectue une partie de son cycle de vie dans ces eaux rocheuses. Le mérou géant et le dauphin font également partie des enjeux de protection de la zone, seul espace de Guyane où la pêche est strictement interdite. Cela n'empêche pourtant pas les filets fantômes. « Ce sont des filets abandonnés ou perdus mais qui sont toujours capturant et dérivent en mer au gré des courants. Comme la zone est rocheuse, beaucoup de ces filets restent dans les environs. » La réserve n'est pas quotidiennement surveillée. Comme le déplore Marion Bonné, les caméras normalement disposées sur l'île auraient été volées.

Une île exceptionnelle

Sur 4 000 km, la réserve du Grand-Connétable est le seul habitat où 6 variétés d'oiseaux nicheurs viennent se reproduire. « À la fin du 19e siècle, une exploitation de guano* s'est installée sur l'île avec tout un système industriel

et des centaines de personnes qui y vivaient. Pour récupérer la pierre, ils ont fait exploser l'île. Cette pierre était ensuite concassée. Des milliers d'oiseaux vivaient sur l'île avant et les excréments étaient utilisés partout dans le monde dans le secteur agricole pour amender les champs. À la suite de la première guerre mondiale, les engrais chimiques se sont développés et l'exploitation s'est arrêtée. Nous comptons aujourd'hui 10 000 couples de sternes de Cayenne qui viennent se reproduire. Préserver l'aire marine du Grand-Connétable est, pour l'animatrice, un enjeu mondial, car pour les sternes de Cayenne par exemple, « c'est un tiers des couples au monde qui viennent s'y reproduire ».

**engrais à base d'excréments d'oiseaux*



SAINT-MARTIN

Créée par et pour ses habitants

Saint-Martin est une île aux ressources, notamment en eau, limitées. « La population y était réduite, puis tout a basculé avec le développement du tourisme », explique Julien Chalifour, responsable scientifique. « Les habitants se sont aperçus de cette dynamique à l'époque et se sont inquiétés en voyant les espaces naturels se morceler et se détériorer ». Ainsi, sous leur impulsion, pratiquement un tiers de la partie marine française est devenu aire marine protégée.

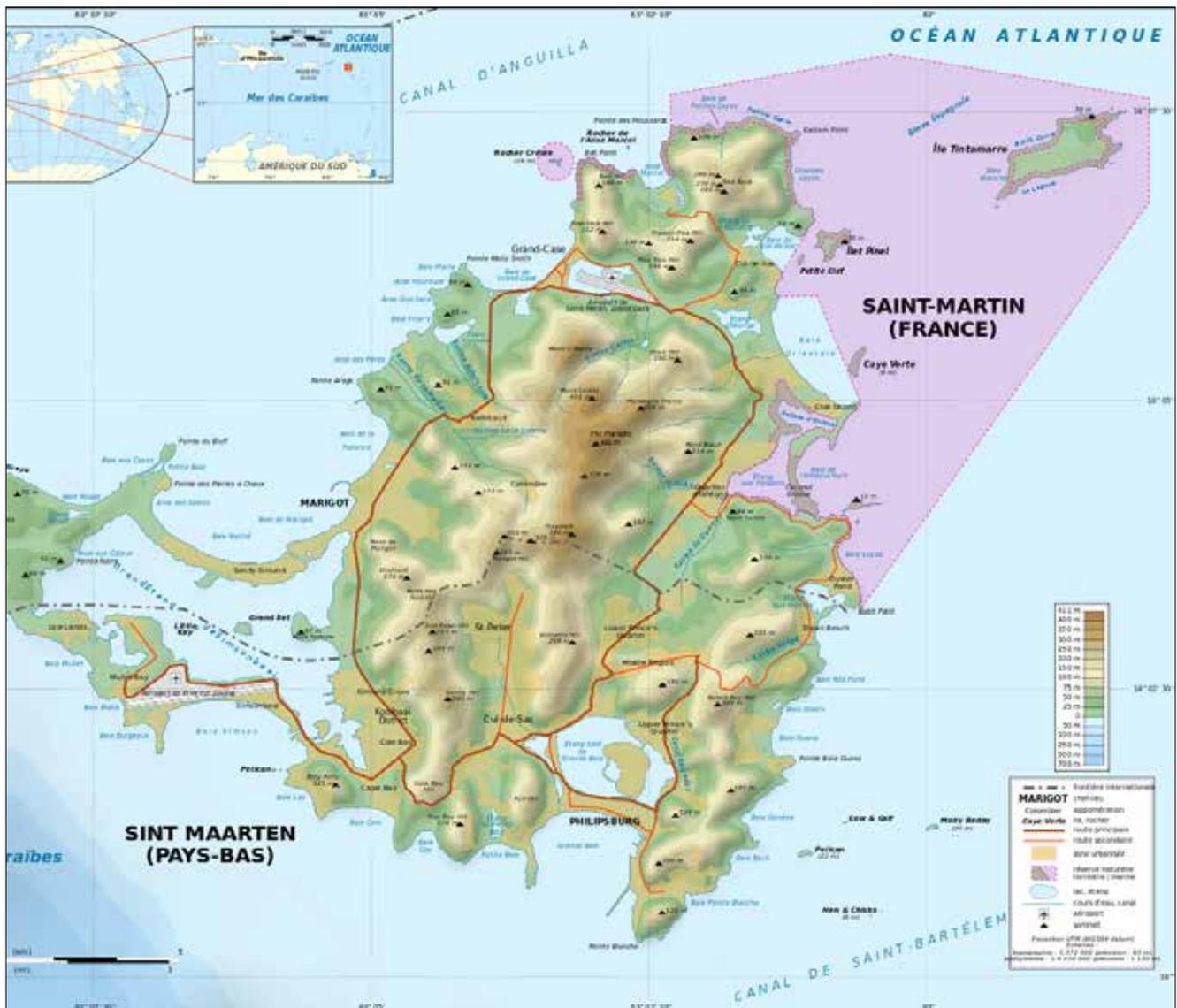
Zone réglementée

Aujourd'hui, la gestion de la réserve naturelle de Saint-Martin qui englobe 30 km² dépend de l'État qui a confié la mission à une association locale. La réglementation s'y veut stricte. Aucun prélèvement de végétaux, d'animaux ou minéraux n'est toléré, excepté dans le cadre d'une dérogation pour une étude scientifique. Certaines activités sont complètement interdites comme le jet ski ou les sports tractés. « En fonction de problématiques spécifiques à certaines zones, des ajustements sont opérés. Mais une des plus grosses plaies environnementales dans l'Outre-mer français aujourd'hui se sont les espèces exotiques envahissantes. Ça peut être

des graines sous les semelles, des animaux qu'on emmène volontairement ou pas avec nous et qui s'échappent et vont impacter les populations locales qui sont déjà sous pression. » D'autre part, toute activité économique qu'il s'agisse de plongée, de transport de passager, de sortie kayak, etc., sont soumises à une autorisation préalable, selon un arrêté préfectoral.

Impact certain

Julien Chalifour, honnête quant aux difficultés rencontrées dans la bonne gestion d'un espace marin protégé, ne cache pas l'impact des activités terrestres sur le milieu marin. « On est dans une zone tropicale avec des régimes de pluies qui varient et cette variation est mal gérée par les réseaux de traitement des eaux. Les stations d'épuration ont du mal à l'encaisser, étant normalement faites pour traiter un volume constant et régulier. » Conséquences, des eaux usées non traitées se déverseraient dans la mer, portant atteinte au milieu marin et sa biodiversité. « D'autre part, précise Julien Chalifour, nos moyens sont limités face à des problématiques grandissantes d'année en année. La problématique des sargasses n'existait pas il y a quelques années et plus on travaille, plus on s'aperçoit de nouveaux enjeux sur lesquels il y a urgence à intervenir et les moyens ne suivent pas forcément ».



Interview

Aire marine, aire utile ?

Finalement, face aux différents enjeux économiques et environnementaux, est-ce que ça marche les “aires marines protégées” ? Nous avons interrogé **Victor Brun**, doctorant au Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l’Environnement (CRIOBE), éminent laboratoire de recherches scientifiques sur les récifs coralliens, sur le modèle même de ces zones protégées. Propos recueillis par Yva Gelin

Pour commencer, peut-on revenir sur les différents types d’aires marines ?

Victor Brun : L’UICN* a récemment publié une classification qui s’appelle le guide des aires marines protégées. Le niveau le plus haut est celui où il y a le plus de restrictions et le plus bas, celui où il y a très peu de choses limitées. C’est un travail assez abouti et en cours de valorisation. C’est maintenant le référentiel de la communauté scientifique et certaines organisations mais, pour les gouvernements, je pense que ça va être plus long. La France, par exemple, a produit sa propre définition de la protection forte, qui n’est pas forcément alignée à ce qu’est une marine fortement protégée dans le guide de l’UICN et qui est pourtant ce sur quoi se basent les scientifiques. C’est subtil, car on peut se donner l’objectif de protéger la nature tout en autorisant la pêche. Le nouveau guide se base sur ce qui se passe réellement en termes de régulations.

J’ai l’impression que la création d’une aire marine est souvent liée à des compromis nécessaires avec des enjeux économiques ...

C’est vrai qu’on a souvent tendance à typiquement opposer pêche et activités touristiques, par exemple, à protection d’une aire marine. Pourtant, il y a deux cas de figure. À partir du moment où l’aire marine est vue comme pouvant nuire à la pêche, alors oui, on cherche des compromis. Donc là, c’est de la planification et c’est finalement plus une histoire de politique que de sciences. Ensuite, il y a un autre cas de figure que j’ai pu observer aux Philippines, où on crée des aires marines protégées pour la pêche. Si on ferme la pêche dans une petite zone, à l’intérieur de la zone, les poissons grandissent. Après deux ans, nous avons observé une biomasse en augmentation de 200 %, c’est-à-dire de la quantité de poissons en kilo par hectare. Donc la quantité de poissons augmente, leur taille aussi et l’espace se remplit. Et donc, au fur et à mesure que l’espace se remplit dans l’aire marine protégée, les poissons sortent. C’est ce que l’on appelle le *spillover*, en français l’effet de débordement. Les poissons qui sortent ont eu le temps de grandir et sont beaucoup mieux pour la pêche. Cet effet de débordement dépend aussi de l’habitat environnant. Par exemple, il est plus bénéfique si la zone est située dans la continuité d’un récif que d’un fond sableux.



Pour faire simple, quel est le but d’une aire marine protégée ?

En général, c’est protéger la biodiversité et les services écosystémiques marins. Cela inclut donc toutes les mesures que l’on va mettre sur un espace donné pour protéger, restaurer et conserver la biodiversité et ces bénéfices pour le bien-être humain. Pour être efficace, en règle générale, on remarque qu’une aire marine bien faite intègre complètement

les usagers qui en dépendent, quelle est équitable, bien protégée et a des moyens aussi bien matériel que des moyens pour décider ensemble et créer des synergies.

Comment est définie la taille d'une AMP ?

Cela dépend des espèces à protéger et de la distance qu'elles peuvent parcourir et de leur espace d'habitat. Par exemple, un poisson clown qui reste à proximité de son anémone ne parcourt pas les kilomètres d'une carangue. Il faudrait protéger d'énormes portions de l'océan si on veut protéger toutes les espèces. Ce serait de 30 à 50 % des océans. Néanmoins, avec une aire marine de 50 hectares, on peut avoir des effets significatifs. La superficie minimale est de 10 hectares, en dessous, ça devient même difficile de compter



Victor Brun lors d'une plongée aux Philippines dans le cadre de ses travaux de doctorant au Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE).

les poissons. D'un point de vue scientifique, tant que c'est bien protégé, c'est le plus important. Cela dépend de ce que veulent les usagers et souvent la taille est décidée en fonction.

Comment savoir si une AMP est efficace ?

La première question, c'est d'abord de savoir ce qu'on veut protéger. Cela nécessite un plan de gestion clair. Le critère

doré, c'est le fait qu'il y ait de la recherche et des suivis sur ce qu'on veut protéger. Ensuite, il y a des critères qui sont plus subjectifs mais tout aussi importants. Est-ce que les pêcheurs ont l'impression d'avoir plus de prises ? Cet aspect n'est pas à négliger car c'est la satisfaction et dans les endroits où les gens sont satisfaits de l'AMP, ils participent plus à la gestion, il y a donc plus de collaboration et elle est plus efficace. Le label Blue Parks du Marine Conservation Institute est une référence partout dans le monde. C'est un label fiable qui se base sur les recherches scientifiques produites et atteste du bon fonctionnement d'une aire marine.

Un exemple d'aire marine qui a fait ses preuves ?

La réserve de Tubbataha aux Philippines est assez fantastique. C'est un atoll éloigné des côtes et qui atteint des niveaux de densité de poissons impressionnants tout en étant un spot de plongée mondialement connu qui génère énormément de revenu en termes de tourisme. La réserve est ouverte 2 à 3 mois par an. Chaque plongée coûte entre 2 à 3 000 euros. C'est rare, c'est beau, c'est unique.

Est-ce que les activités humaines sont fondamentalement nuisibles au milieu marin ?

Il faut d'abord définir le terme de "nuisible". On peut prendre l'exemple de la diminution des stocks de poissons. Dans ce cas, nuire ça va être tuer plus de poissons qu'il en serait mort naturellement. C'est la nature de la pêche et cela peut avoir des effets en chaîne sur l'écosystème avec un changement des niveaux trophiques avec les grands prédateurs qui disparaissent. Ça peut être dangereux pour l'écosystème car ça peut le déstabiliser et le changer de nature. Une forêt qui n'a plus d'arbres, ce n'est plus une forêt. Disons que la limite, si on veut partir sur un débat un peu philosophique, c'est, est-ce que le changement d'un écosystème est une destruction ? C'est difficile comme question, car le changement n'est pas forcément négatif. Il y a des changements d'état, et d'autres espèces peuvent en bénéficier et donc ce n'est pas forcément négatif. Là où ça l'est, c'est quand le bien-être humain en pâtit et souvent un écosystème sous pression est moins bon pour nous aider à vivre. Dans ce cas-là, je pense qu'il est légitime de dire que c'est négatif. Je crois que l'autre ligne rouge, c'est celle de la disparition des espèces. Une espèce, même si jugée inutile, a sa valeur d'existence et ne revient pas quand elle disparaît. Je crois qu'on a un devoir éthique à conserver l'existence de cette espèce. Par utilitarisme, mais aussi simplement pour qu'elle existe. La plupart des gens sont contents de savoir que les baleines et les dauphins existent. Ce sont des espèces charismatiques, certaines le sont moins, mais ne comptent pas moins pour autant. D'une manière ou d'une autre nous aurons toujours une interaction avec le milieu marin. La question c'est dans quelle mesure on modifie cet espace et dans quelle mesure ces modifications nous sont nuisibles. C'est trouver un état d'équilibre, car restaurer quelque chose qui a été détruit coûte souvent plus cher et souvent, est beaucoup moins bien fait.

*UICN : l'Union internationale pour la conservation de la nature

Reportage

La mer à l'école

Du CE1 jusqu'à la 6e, les établissements scolaires peuvent intégrer à leur programme des aires marines éducatives. Texte Yva Gelin - Photo Jean-Albert Coopmann

Les aires marines éducatives (AME) sont nées en 2012 aux Marquises. Elles sensibilisent, en lien avec le programme scolaire, les élèves au milieu marin. La toute première AME en Martinique s'est implantée dans la commune du Carbet en 2016. C'est donc dans une classe de 6e, au collège du Carbet, que nous nous sommes immiscés un mardi matin pour assister à un des trois ateliers de l'année qui sont réservés à cette sensibilisation.

La cloche vient de sonner l'heure du début de la classe de Sciences et vie de la terre. C'est avec leur enseignante de cette même matière que Mathilde Brassy, responsable du pôle biodiversité au Carbet des Sciences, coordonne le programme. « Le plus doucement que possible, vous vous asseyez et vous sortez vos cahiers, commence l'enseignante. Chaque élève s'exécute. Il s'agit en réalité d'un ensemble de fiches reprenant les principaux éléments de la thématique choisie. L'année s'organise autour de séances d'assimilation des connaissances et de sortie sur le terrain, dont une en immersion sous l'eau.

Les animaux des grands fonds, la thématique de l'année, choisie par les élèves, regorge de mystères comme ils le disent eux-mêmes. « On parle de grands fonds au-delà de 1 000 mètres, et sous ces profondeurs », comme le rappelle Mathilde, « Les conditions de vie ne sont pas les mêmes. Les rayons du soleil ne vont pas à cette profondeur et il y fait plus froid ». Mais avant de rentrer dans le vif du sujet, il faut revoir ce qui a été appris à la séance précédente.

- « *Comment appelle-t-on les espèces qui vivent dans les grands fonds ?*
- *Des espèces benthiques, répond dans un murmure un élève du milieu de la salle.*
- *Et puis des espèces... ?,* encourage Mathilde.
- *Pélagiques ! répondent cette fois en chœur plusieurs voix. »*

Ça y est, la machine est lancée et la séance débute avec le requin baleine. Une espèce qui peut aller jusqu'à 1 200 mètres de profondeur et peser jusqu'à 10 tonnes.

*« Et il mange quoi le requin baleine ?
Du plancton ! »*

Facile, les élèves avaient déjà connaissance du régime alimentaire de la baleine qui est le même. Mathilde anime tous les ateliers au collège du Carbet. Les élèves la connaissent bien et échangent spontanément avec elle. « Au passage, les requins, ce sont des poissons cartilagineux », poursuit-elle. « Mais est-ce qu'il y a une saison où il y a plus de plancton ? », s'inquiète une élève. La réponse se cherche en groupe, grâce aux connaissances déjà acquises sur la température des différents océans. Passons au requin lutin, qui dispose d'une mâchoire capable de s'avancer pour capturer plus facilement ses proies. « Ce requin, précise Mathilde, vient d'une lignée vieille de 125 millions d'années. C'est un fossile vivant ! » s'étonne un élève du fond de la classe. Mais attention il y a une nuance. Madame Cébile, l'enseignante en SVT intervient : « quand on utilise l'expression de fossile vivant, ça veut dire que l'espèce n'évolue plus ».

Catalogue d'espèces

Dès qu'une nouvelle espèce est présentée, en plus des photos projetées sur le tableau, des vidéos mettent en scène les animaux en question. Des images prises à l'aide d'un bathyscaphe*. L'engin intrigue beaucoup les élèves, qui en moins d'une minute sont plusieurs à s'interpeller. « Est-ce qu'il y a de la lumière ? Et comment ils font pour l'air ? Mathilde, est-ce qu'il y a aussi des paliers de décompression ? »...

Puis arrivent les fameuses espèces benthique : poisson osseux, capables d'attirer les proies grâce à des effets de bioluminescence, cténaires**, méduses qui piquent... Nous sommes page 6 du fascicule et nous voilà arrivés au Bathynome géant américain dont un élève fait remarquer la ressemblance avec une grosse tique. Et puisque nous sommes dans les profondeurs, il est temps d'aborder les neiges sous-marines, ces particules issues des différents organismes qui meurent dans les océans et se décomposent progressivement. À titre d'exemple, les carcasses des grands



Mathilde Brassy, responsable du pôle biodiversité au Carbet des Sciences, mène l'atelier de sensibilisation dans une classe de 6e, au collège du Carbet.

animaux marins se décomposent entièrement au bout de 10 ans... Un laps de temps dans lequel d'autres espèces se nourrissent de cette même carcasse. « Rien ne se perd dans la nature. On appelle ça des décomposeurs et ils remettent en circulation des minéraux », poursuit Mathilde. Mais vite, il est temps de passer aux activités et trois groupes sont formés. L'un dispose d'un ouvrage sur le sujet du jour, un deuxième d'un jeu de cartes à images et un troisième recrée la chaîne alimentaire qui unit les animaux vus pendant la séance.

Et puis la cloche sonne déjà. Les élèves, pour la fin de l'année, choisiront un projet pour clôturer la thématique. Mathilde se souvient d'une classe qui, une année, ayant remarqué les mégots sur les plages avaient fabriqué des cendriers de plage. L'objectif est de conscientiser l'univers de la mer à ces jeunes générations. Et puis, il aurait été dommage pour cette école, qu'une route seulement sépare de la mer, de ne pas sensibiliser ses élèves à cet environnement si proche.

*sous-marins utilisés pour l'exploration des grands fonds et abysses

** organismes transparents souvent pris pour des méduses

AGOA : UN SANCTUAIRE DE RÉGLEMENTATIONS

NIVEAU INTERNATIONAL

1. La Convention de Bonn, dite CMS, définit les espèces migratrices en danger ou « dont l'état de conservation est défavorable » et établit les grands principes de protection de ces espèces. Entrée en vigueur en 1983, elle a été ratifiée par la France en 1990.

3. La CBI, Convention baleinière internationale, organisme mondial chargé de la conservation des baleines et historiquement chargée de réguler la chasse à la baleine, compte 88 états membres. Elle joue un rôle important dans la recherche scientifique.

2. La Convention de Washington, appelée CITES, entrée en vigueur en 1975, encadre le commerce des espèces animales et végétales afin qu'il ne menace pas leur survie : « L'Annexe I comprend toutes les espèces menacées d'extinction qui sont ou pourraient être affectées par le commerce. Le commerce des spécimens de ces espèces doit être soumis à une réglementation particulièrement stricte afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger, et ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles. »

NIVEAU LOCAL

L'arrêté préfectoral réglementant l'approche des cétacés dans les eaux sous juridiction française aux Antilles, signé le 15 mars 2017, précise que « Dans les eaux sous juridiction française aux Antilles, l'approche des cétacés listés dans l'arrêté du 1er juillet 2011 susvisé est interdite à moins de 300 mètres. Cette distance s'applique aux personnes, aux navires ainsi qu'aux engins avec ou sans personnes à leurs bords. Elle s'apprécie non seulement sur la surface de la mer, mais aussi sous la surface de la mer pour les personnes ou engins en plongée, et au-dessus de la surface de la mer pour les personnes ou les engins en vol ».

Si l'observation des mammifères marins est très encadrée, elle est soumise à un contexte juridique particulièrement complexe au sein du sanctuaire Agoa, répondant à un principe d'échelle réglementaire, du niveau international au niveau local. Explications.

NIVEAU NATIONAL

L'arrêté ministériel du 1er juillet 2011 et révisé en septembre 2020, fixe la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection.

NIVEAU RÉGIONAL

La Convention de Carthagène adoptée, en Colombie, en 1983, par 26 états de la Caraïbe, et mise en place à partir de 1986, vise à protéger et à mettre en valeur le milieu marin de la grande Caraïbe : du golfe du Mexique à la mer des Caraïbes, incluant les zones de l'océan Atlantique adjacentes. La Convention de Carthagène est, à ce jour, le seul accord régional sur l'environnement qui entraîne des sanctions en cas de non-respect de ses dispositions. Le texte est associé à 3 protocoles.

1 Le protocole SPAW (Specially Protected Areas and Wildlife)

dédié à la protection des habitats et des espèces sauvages. Signé en 1990 par 18 États, le protocole est devenu une loi internationale le 18 juin 2020.

2 OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- La protection, la préservation et la gestion durable des zones qui présentent une valeur écologique particulières. 37 sites et aires marines sont inscrits et protégés sous le protocole SPAW, dont 11 en France (Guyane, Guadeloupe, Saint-Martin, Martinique) parmi lesquels le sanctuaire Agoa, inscrit en 2012.
- La protection, la préservation des espèces sauvages menacées ou en voie d'extinction ainsi que leurs habitats.

2 Le protocole LBS (Land-Based Sources and Activities)

qui lutte contre les pollutions d'origine terrestre et déversées dans la mer. Adopté en 1999 par 15 États, dont la France qui l'a ratifié en 2007.

2 OBJECTIFS PRINCIPAUX :

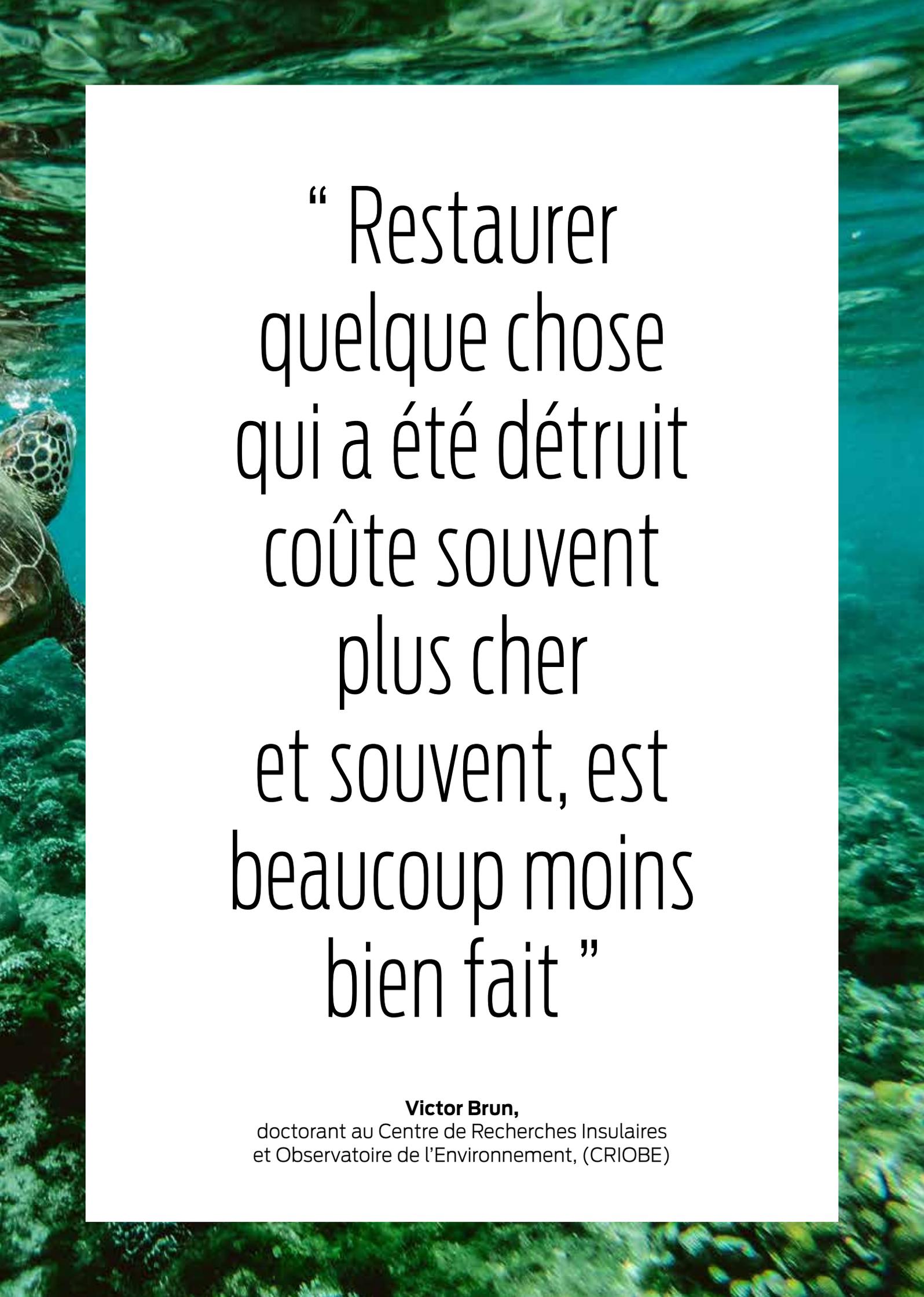
- Réduire les impacts des principaux polluants en fixant des limites pour les effluents et les émissions et en mettant en place les meilleures pratiques de gestion ;
- Échanger des informations scientifiques et techniques sur la pollution terrestre par la coopération régionale sur la surveillance et la recherche.

3 Le protocole Hydrocarbures (Oil Spill)

entend renforcer les mesures pour prévenir et répondre aux risques de marées noires. Établi en 1983, c'est le seul protocole ratifié par tous les États signataires de la Convention.

2 OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- Protéger le milieu marin côtier contre les pollutions par hydrocarbures ;
- Favoriser la coopération pour prendre des mesures préventives et correctives afin d'assurer cette protection.

An underwater scene with a sea turtle swimming on the left and a coral reef at the bottom. The water is clear and blue-green.

“ Restaurer
quelque chose
qui a été détruit
coûte souvent
plus cher
et souvent, est
beaucoup moins
bien fait ”

Victor Brun,

doctorant au Centre de Recherches Insulaires
et Observatoire de l'Environnement, (CRIOBE)



**agir
PLUS**

**VOTRE ENTREPRISE
A TOUT À GAGNER
À ÉCONOMISER
DE L'ÉNERGIE**

La maîtrise de vos dépenses énergétiques est un levier de compétitivité pour votre entreprise. Éclairage, climatisation, isolation, eau chaude sanitaire, motorisation ou autre solution énergétique performante, EDF en Martinique accompagne financièrement et techniquement votre entreprise dans sa transition énergétique afin de réduire considérablement sa facture d'électricité.

Contactez nos chargés d'affaires en efficacité énergétique : agirpluspro-mq@edf.fr

En savoir plus sur nos aides financières sur edf.mq/agir-plus

Écologie

BÂTIR LES FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Dans le cadre de la loi AGEC, le fonds réemploi complète le fonds réparation pour lutter contre le gaspillage et poser les bases d'une économie circulaire. Marie Buisson, animatrice de la plateforme Caraïbes inter-filières REP au sein de l'association **Entreprises & Environnement** nous livre le mode d'emploi. Découvrez.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann



Atelier de fabrication de l'association FIDL.

PROLONGER LA DURÉE DE VIE DE NOS OBJETS...

« Les fonds réemploi et réparation concernent certains types de produits (filiales REP) dont les déchets peuvent être facilement réutilisés, comme les appareils électriques et électroniques ou les textiles », selon Marie Buisson. Si ces deux fonds visent à allonger la durée de vie des produits, ils n'ont pas la même cible :

1- Le **fonds réparation** incite les consommateurs à faire réparer leurs produits au lieu de les jeter. Ils bénéficient ainsi d'un bonus réparation, déduit sur la facture finale, s'ils se rendent chez un réparateur labellisé. Pour la filière des appareils électriques et électroniques, ce bonus s'applique à 73 catégories de produits et son montant dépend du type d'appareil, allant de 15 € pour un ventilateur à 60 € pour une télévision. Le bonus réparation s'applique également aux vêtements et chaussures. Il s'ouvrira prochainement à d'autres filières : articles de bricolage et jardin, de sport et loisir, jeux/jouets et éléments d'ameublement.

2- Le **fonds réemploi** soutient quant à lui les acteurs de l'Économie sociale et solidaire qui procèdent à des actions de reconditionnement (nettoyage, détachage, réparation, up-cycling) des mêmes catégories de produits que celles mentionnées

précédemment. Ce fonds permet à ces acteurs de notre territoire d'accéder à des gisements d'équipements de seconde main pour leur remise en état, et d'être soutenus financièrement pour développer leur activité basée sur l'insertion professionnelle et la transition écologique.

... POUR RÉDUIRE LE VOLUME DE DÉCHETS

Les filiales REP, à responsabilité élargie des producteurs, reposent sur le principe de pollueur-payeur. En d'autres termes, les entreprises responsables de la mise sur le marché de certains produits ont la charge de financer et d'organiser la gestion des déchets issus de ces produits en fin de vie. C'est la raison pour laquelle les producteurs et fabricants se rassemblent pour former des éco-organismes à qui ils versent une éco-contribution c'est-

à-dire une contrepartie financière pour que ceux-ci s'occupent du traitement de leurs déchets. Ce sont ces mêmes éco-organismes qui financent les fonds réemploi et réparation.

PROFESSIONNELS, OBTENEZ VOTRE LABEL !

Chaque éco-organisme dispose de son label ; la démarche est gratuite dans la majorité des cas et peut être effectuée directement sur leur site internet. Les éco-organismes Ecologic et Ecosystem ont ainsi créé le label QualiRépar qui atteste qu'un produit ou qu'un service répond à une liste de critères de qualité ou à certaines normes. C'est donc un gage de crédibilité pour les professionnels donc de confiance pour les consommateurs.

« Sur nos territoires, les choses se mettent progressivement en place », poursuit Marie Buisson. « Notre mission est d'accompagner les artisans, réparateurs et SAV, en partenariat avec la CCI et la CMA, chambre de Métiers et de l'Artisanat de Martinique, pour les sensibiliser à la labellisation. Notre objectif est de faire émerger ces acteurs de la réparation et du réemploi en Martinique, d'ici la fin de l'année, afin qu'ils bénéficient pleinement de ces dispositifs. La gestion des déchets en territoire insulaire est un enjeu majeur dont il est important de se saisir, professionnel comme particulier. D'ailleurs, les particuliers aussi ont leur rôle à jouer auprès de leurs artisans en les sensibilisant à cette question. »

Rappel de la loi AGEC du 10 février 2020

La loi AGEC, « Anti-gaspillage pour une économie circulaire » vise à transformer nos modèles de production et de consommation afin de limiter les déchets et de préserver notre environnement (ressources naturelles, biodiversité et climat).

Cinq objectifs pour les années à venir ont été fixés :

- Sortir du jetable ;
- Mieux informer les consommateurs ;
- Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire ;
- Agir contre l'obsolescence programmée ;
- Mieux produire.

Réparateurs, à chaque filière sa labellisation

- Filiale des équipements électriques et électroniques (EEE) : demande-label-qualirepar.fr
- Filiale des textiles, linge, chaussures (TLC) : reparateur.refashion.fr
- Filiale des articles de sport et loisirs (ASL) : asl.demande-label-bonusrepar.fr
- Filiale des articles de bricolage et jardinage thermiques (ABJ) : abj.demande-label-bonusrepar.fr
- Filiale des éléments d'ameublement : ecomaison.com/devenir-reparateur-agree-bonus-reparation-avec-ecomaison

Électricité

ENSEMBLE NOUS RÉUSSIRONS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE !

Pour faire face à la problématique mondiale du réchauffement climatique, le **SMEM** participe au comité d'experts mis en place par l'État et la CTM pour la rédaction de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) qui fixe les orientations et priorités d'actions pour une production d'électricité 100 % énergie renouvelable (EnR). Le point avec Ralph Monplaisir, son président.

Texte Sandrine Chopot - Photo Jean-Albert Coopmann



Ralph Monplaisir, président du SMEM

Pourriez-vous nous rappeler les missions du SMEM ?

Ralph Monplaisir : Le SMEM est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité. Il regroupe 34 communes de la Martinique et la CTM. Parmi nos missions premières figurent le contrôle des activités d'EDF sur le réseau de distribution pour vérifier qu'elles sont (ou pas) conformes aux orientations stratégiques des élus, l'installation de centrales d'énergie renouvelable, aujourd'hui une vingtaine de centrales PV (photovoltaïques) sont installées sur les toitures des bâtiments publics. Le SMEM exerce aussi des missions en termes de maîtrise de la demande en énergie comme, par exemple, l'éclairage public et l'installation de bornes de recharge de véhicules électriques.

Justement quelles sont vos relations avec EDF ?

Le SMEM est propriétaire du réseau public dont la gestion est confiée à EDF à travers un contrat de concession qui nous lie pour 30 ans, que nous sommes d'ailleurs en train de réviser. Ce contrat de concession permet de clarifier les objectifs fixés par le SMEM à EDF pour l'amélioration et la modernisation du réseau. C'est un outil fondamental et stratégique pour la transition énergétique.

Quel est le rôle du réseau public de distribution d'électricité dans la transition énergétique ?

Compte tenu de notre situation insulaire, le 100 % EnR est un véritable challenge à relever. La Martinique est une zone non interconnectée, qui doit arriver à se suffire à elle-même pour produire à tout moment de l'année, de la journée, l'électricité nécessaire pour répondre à notre consommation. Si la PPE prévoit la liste des moyens de production qui permettrait d'arriver à ces 100 %, il reste fondamental

que l'électricité produite arrive dans chaque foyer et chaque entreprise martiniquaise. C'est le rôle dévolu au réseau public ! La difficulté est d'autant plus grande sur notre territoire car les EnR que nous pouvons exploiter, à savoir l'éolien et le PV, sont des énergies intermittentes. Le réseau doit nous permettre de compenser ces contraintes pour fournir une électricité de qualité tant pour le confort des usagers que pour soutenir notre développement économique. Je compare le réseau à un centre névralgique du système électrique !

Concrètement quelles sont les actions mises en place pour y arriver ?

Pour réussir la transition énergétique, il est indispensable de faire évoluer le réseau et d'intégrer de nouvelles technologies qui vont nous permettre de garantir cette qualité de fourniture. Nous travaillons sur deux grands axes : d'une part, amener l'intelligence sur le réseau pour optimiser les capacités de stockage et d'autre part, amener les compétences au réseau pour réduire la consommation d'énergie. Pour exemple, le programme d'éclairage public performant a permis de diminuer de 60 % en moyenne la consommation du réseau d'éclairage public au bénéfice des communes.

La transition énergétique, l'affaire de tous. Vous confirmez ?

Nous sommes en train de vivre une véritable révolution dans le domaine de la production d'électricité et surtout dans la distribution de cette électricité produite. Tous les éléments de contexte sont présents pour y arriver. Les effets seront bénéfiques non seulement pour l'environnement mais aussi en termes d'économie d'énergie et d'exploitation raisonnée des ressources. Charge à nous TOUS de faire en sorte de les agréger pour réussir la transition énergétique !

Transition énergétique dans les Zones non interconnectées (ZNI)

À l'initiative du SMEM, en partenariat avec Le Sy.Meg (Guadeloupe), le Sidelec (Ile de la Réunion), le Smeguy (Guyane), 2 sénateurs (Catherine Concone et Frédéric Buval) et 2 députés (Jean-Philippe Nilor et Jiovanny William), étaient réunis autour d'une table ronde le 23 avril 2024 avec EDF SEI, la FNCCR, le FACÉ, pour échanger sur l'état du réseau dans les ZNI, les enjeux et perspectives de développement. « C'est la première fois que l'on réussit à regrouper en un seul point et sur une journée les autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) en ZNI, souligne Ralph Monplaisir. Elles ont pu exprimer leurs problématiques communes et leur volonté d'élaborer une feuille de route stratégique dans le cadre d'une démarche co-construite. Le prochain RDV est fixé en 2025 à la Réunion ! »

Rénovation énergétique

L'EXPERTISE AU SERVICE DES PROFESSIONNELS

Sur le volet de la rénovation énergétique, **EDF** a mis en place un accompagnement clé en main à destination des professionnels, offrant ainsi un panel de solutions respectueuses de l'environnement et adaptées à la gestion budgétaire des entreprises. Étude de cas avec Livia Egouy, chargée d'affaires efficacité énergétique.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann



Livia Egouy, chargée d'affaires efficacité énergétique

Dans le cadre de la rénovation énergétique de l'hôtel Amyris, comment avez-vous accompagné votre client ?

Livia Egouy : Nous apportons une expertise technique et financière. Nous avons concentré nos actions sur la rénovation de l'éclairage extérieur et identifié les critères techniques à respecter en

termes de puissance électrique, d'orientation du faisceau lumineux, d'impact environnemental et autres paramètres permettant d'orienter le choix des nouveaux luminaires. C'est un partenariat sur le long terme qui s'est installé avec le directeur du groupe hôtelier Karibéa, à qui nous proposerons d'autres solutions performantes à l'avenir : des chauffe-eau solaires ou l'isolation en toiture sont des pistes de réflexions sérieuses.

EDF a donc un rôle à la fois actif et incitatif auprès des professionnels ?

Tout à fait, et nos solutions s'adaptent à tous types de professionnels, quel que soit le secteur d'activité : collectivités, grandes surfaces commerciales et alimentaires, hôpitaux, professionnels du tertiaire ou de l'industrie. Nous considérons aussi que chaque nouveau cas devient un cas d'école qui peut être reproduit. À titre d'exemple, les travaux de rénovation énergétique permettent, en moyenne, de baisser sa consommation d'environ 20 % et de maîtriser son budget énergétique. Toutefois, l'économie d'énergie n'est pas le seul bénéfice, c'est un atout sur le long terme car les entreprises disposent d'appareils plus performants et plus durables. Les salariés gagnent également en confort.

Concrètement, quelles sont les étapes clés d'une rénovation énergétique réussie ?

La phase d'audit préliminaire est indispensable. L'entreprise peut identifier ses besoins énergétiques en interne ou nous pouvons l'orienter vers un bureau d'études. Le service Recherche & Développement d'EDF, à Paris, fait également office de support technique afin d'orienter les choix vers des équipements techniques performants. L'entreprise peut également solliciter l'ADEME pour des études de performance. Vient ensuite la phase des devis auprès

C'était un projet clé en main

Nicolas Fabre, PDG du groupe hôtelier Karibéa

« J'ai contacté Livia Egouy car nos hôtels datent de 1995, les luminaires n'étaient plus performants et consommaient beaucoup d'énergie. Elle a fait preuve d'une réactivité extraordinaire, il s'est écoulé 6 mois entre le 1er coup de fil et la pose des luminaires, la subvention a été versée 30 jours plus tard. Nous avons changé une soixantaine de luminaires électriques extérieurs, à l'hôtel Amyris de Sainte Luce, pour un coût total de 29 000 €, dont 12 200 € de subventions. Ces luminaires allient esthétique, sobriété et sécurité. EDF possède l'expertise technique pour analyser ce type de dossiers, ils défrichent le terrain du point de vue des normes et réglementations, autant d'aspects dont nous n'avons pas toujours le temps de nous saisir, quand on est chef d'entreprise. C'était un projet clé en main et c'est ce qui nous a séduits. »



Hôtel Amyris de Sainte Luce

de professionnels, que nous analysons afin de vérifier qu'ils correspondent à tous les critères garantissant des économies d'énergie. Le client peut alors lancer ses travaux. Nous réalisons par la suite des audits, gage de qualité et de conformité. EDF verse enfin à l'entreprise la prime d'économie d'énergie convenue : 12 200 € dans le cas des travaux de rénovation des 61 points lumineux de l'hôtel Karibéa Amiry.

Quelles sont les offres disponibles pour le financement de ces travaux ?

Actuellement, les offres économies d'énergie EDF constituent une aide à l'investissement pour tous travaux visant à l'optimisation énergétique des entreprises. Sont ainsi concernés l'acquisition d'un

large panel d'équipements énergétiques performants : luminaires extérieurs et intérieurs, isolation thermique, variation électronique de vitesse, production de froid pour conservation alimentaire, récupération de chaleur sur groupe de production de froid pour la production d'eau chaude sanitaire, production d'eau chaude solaire, climatisation, brasseurs d'airs ou meubles frigorifiques. Toutes actions confondues, nous avons effectué une simulation sur un hôtel de 1 000 m² et la prime d'économies d'énergie EDF estimée est d'environ 80 000 €. De nouvelles offres sont développées tous les 4 ans environ pour s'adapter aux besoins des entreprises, autant d'occasions de franchir le cap de l'optimisation énergétique et budgétaire.

Ressource vitale

FORAGE DURABLE

Perrine Fiquemont, ingénieure en hydrogéologie chez **Hydrofor** Caraïbes, nous livre un éclairage précieux sur la gestion responsable des forages en eau sur nos territoires, à l'aune des défis environnementaux, réglementaires et des techniques novatrices.

Texte Camille Creignou - Photo Lou Denim



Membres de l'équipe terrain qui s'engagent sur les projets : Jules (aide foreur), Nahuel (foreur) et Perrine (ingénieure hydrogéologue)

L'accès à l'eau est un enjeu crucial pour nos territoires. Le forage est-il aujourd'hui un moyen durable d'y parvenir ?

Perrine Fiquemont : Oui, c'est une ressource tampon qui permet d'avoir une solution plus pérenne dans le temps par rapport au prélèvement en rivière. Toutefois, l'eau souterraine est une ressource alternative sur laquelle il est nécessaire d'agir précautionneusement. Ce n'est pas une ressource infinie. Nous nous attachons à répondre aux besoins du client tout en respectant cette ressource, la réglementation et en réalisant les forages dans les règles de l'art.

Il faut aussi considérer que l'eau prélevée n'est pas potable. Un système de filtration peut la rendre utilisable pour les usages domestiques et extérieurs, à l'exception de la consommation alimentaire.

Pouvez-vous nous expliquer ces règles de l'art et ce qu'il est essentiel d'avoir en tête avant de se lancer ?

Il est crucial de bien définir son projet et d'évaluer en amont sa faisabilité et son impact environnemental, il faut s'assurer des paramètres de recharge de la nappe. Un forage bien entretenu peut durer toute une vie, mais il faut assurer son suivi.

Il se réalise en plusieurs étapes dont la durée varie en fonction du dimensionnement et du type de projet. Dans un premier temps il faut chercher et caractériser l'eau de la zone par des études bibliographiques et des investigations terrain. En fonction des résultats, les démarches administratives sont menées puis les travaux de foration débutent. Un trou nu est foré et nous vérifions si nous atteignons la nappe. Si c'est le cas, nous l'équipons. Lorsque nous atteignons la partie aquifère, qui peut être comparée à une éponge poreuse et perméable, nous équipons avec du tubage crépiné. Un massif filtrant est installé au niveau des zones crépinées, puis nous plaçons un bouchon d'argile pour éviter les infiltrations d'eaux superficielles et prévenir tout risque de pollution préférentielle. Enfin, nous cimentons la partie non captante. Un débit d'exploitation est déterminé afin de ne pas tarir la nappe phréatique, son environnement est examiné pour vérifier s'il y a des impacts sur la recharge avec un débit de longue durée. Une fois ces étapes validées, le forage peut débuter son exploitation et délivrer de l'eau adaptée aux besoins.

Dans quel contexte réglementaire et environnemental vous inscrivez-vous ?

Les forages d'eau sont encadrés par une réglementation stricte, impliquant des codes miniers, environnementaux et de santé publique (en fonction de son usage). De la déclaration des

forages à l'équipement des puits, chaque étape est minutieusement planifiée pour garantir la conformité aux normes et la préservation de la qualité de l'eau. Nous sommes particulièrement vigilants au code de l'environnement afin de renseigner les impacts. Lorsque nous réalisons un forage, tous les aspects, qu'ils soient patrimoniaux, environnementaux ou humains, doivent être pris en compte.

“ L'eau souterraine est une ressource alternative sur laquelle il est nécessaire d'agir précautionneusement. Ce n'est pas une ressource infinie. ”

Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés ?

Les principaux défis sont liés aux évolutions climatiques que nous subissons tous, notamment la sécheresse. Le BRGM* étudie actuellement l'évolution des nappes, c'est un travail de longue haleine. La qualité détériorée des réseaux d'eau dans les Antilles est également un paramètre limitant pour un accès durable à l'eau. En tant qu'entreprise de forage, nous assurons une veille réglementaire et examinons les technologies et pratiques innovantes afin de s'adapter au mieux à ces défis. Par exemple, nous proposons des pompes qui fonctionnent avec des panneaux solaires ou des groupes électrogènes pour des sites isolés.

Qui peut faire appel à vos services pour un forage d'eau ?

Hydrofor peut répondre à tous types de besoins, que ce soit pour des particuliers, des agriculteurs, des entités publiques ou des industriels. Nous pouvons réaliser des forages jusqu'à 300 mètres avec notre parc matériel en Martinique, en Guadeloupe et à Saint Martin. Il est important pour nous de vulgariser et de transmettre des informations adaptées à travers nos réseaux sociaux. Forts de notre expertise, nous avons la capacité de fournir des conseils adaptés, il ne faut pas hésiter à nous contacter.

*Bureau de recherches géologiques et minières

Enjeux de société

ÉNERGIES ET RESPONSABILITÉS

En sa qualité d'énergéticien historique, **SARA** s'engage à soutenir l'emploi, la formation, l'éducation, l'insertion aux Antilles-Guyane et à s'aligner étroitement sur les préoccupations environnementales de ces territoires ultramarins.

Texte Sarah Balay - Photo Jean-Albert Coopmann

Les engagements sociétaux de SARA ne sont pas nouveaux aux Antilles-Guyane. Quels sont vos actions historiques et les principaux axes de votre feuille de route actuelle ?

Valérie Pavius, directrice RSE : En tant qu'acteur majeur des Antilles-Guyane, avec l'unique raffinerie de la zone, SARA a conscience de sa responsabilité sociétale. Elle soutient depuis plus de 30 ans les projets qui valorisent l'éducation (égalité des chances), qui honorent l'excellence (bacheliers méritants), qui facilitent l'insertion des jeunes filles (filières scientifiques et technologiques), qui promeuvent la santé publique (lutte contre les cancers), qui sensibilisent à la protection de l'environnement (biosphère), en partenariat avec les autorités et organisations locales. De plus, SARA s'engage à offrir un cadre de travail sûr et stimulant pour ses collaborateurs et à réduire son empreinte environnementale en mettant en œuvre des pratiques de production durables et plus respectueuses de l'environnement.

En quoi ces pratiques RSE sont-elles devenues indispensables au monde de l'entreprise ?

Ces actions sont à la portée de toutes les entreprises, grandes ou petites, car elles sont adaptables. De petits gestes aux grandes actions, chaque initiative compte. C'est notre planète qui en a besoin. Pourvu qu'elle

soit sincère, la RSE est donc un véritable facteur de différenciation et de compétitivité. C'est une démarche qui porte la stratégie de l'entreprise et à laquelle les nouvelles générations sont très sensibles. En tant que producteur d'énergies fossiles, nous nous devons, par exemple, de trouver des solutions environnementales pour l'avenir. Notre pérennité en dépend.

Qu'avez-vous engagé pour améliorer la qualité de vie au travail de vos salariés ?

Le secteur de l'énergie est principalement masculin, ainsi, nous nous assurons de l'égalité de traitement entre collaboratrices et collaborateurs et nous les sensibilisons à la mixité et à la diversité. Nous choisissons des actions ludiques et collaboratives pour optimiser l'impact. Par exemple, la lutte contre le sexisme s'opère via des petites pièces de théâtre interactives avec des artistes sur scène. Ce genre d'activités libère la parole, ouvre les portes de la discussion et des échanges.

L'occasion de faire un pas de côté pour changer de perspective. Des repas à l'aveugle (dans l'obscurité) sont proposés aux collaborateurs sans qu'ils ne sachent qui sont leurs voisins de table, ni la nourriture offerte. Une expérience enrichissante qui fait tomber les préjugés sur le handicap tout en s'amusant.

Quelles sont vos actions phares en Martinique ?

Nous avons décidé d'agir en faveur de la biodiversité,

“ De petits gestes
aux grandes
actions,
chaque
initiative compte ”



Valérie Pavius, directrice RSE, SARA

en protégeant l'écosystème de la mangrove qui entoure notre site. D'une part, en réduisant les externalités négatives de l'entreprise afin de limiter les impacts. D'autre part, en participant au projet Réciprocité de la mairie du Lamentin destiné à reboiser, préserver et protéger la mangrove. SARA a fourni aux équipes un véhicule écoresponsable électrique et nos collaborateurs peuvent participer aux actions de replantation. Depuis quelques années, SARA limite également sa consommation d'eau de ville (jusqu'à 600 m³ par jour) pour son process et sa défense de lutte contre l'incendie, en bénéficiant de son unité de dessalement d'eau de mer (*Green water*).

Une raffinerie et quatre terminaux

Implantée depuis 53 ans, SARA assure la production et le stockage de produits pétroliers (gaz, essence, kérosène, gazole, fioul) en Guadeloupe, Guyane et Martinique, par le raffinage in situ des pétroles bruts. Elle dispose d'une raffinerie, située en Martinique et de quatre terminaux de stockage répartis sur les trois territoires. SARA développe aussi d'autres énergies comme l'hydrogène. Depuis le départ de TotalEnergies en 2015, ses deux actionnaires majoritaires sont les groupes français, Rubis, et canadien, Sol-Parkland.



**SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE
DES ANTILLES**

Z.I. de Californie - B.P. 436
97232 LE LAMENTIN CEDEX 2
0596 50 18 94
www.sara-antilles-guyane.com

PARTENARIATS@sara-ag.fr
LinkedIn : @SARA
FB : @SARA Antilles Guyane
Instagram : @sara_antillesguyane
X : @SARA_AG_97

Développement durable

S'UNIR CONCRÈTEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT

La distribution automobile serait-elle incompatible avec des actions vertueuses en faveur de l'environnement et du climat ? La réflexion serait plus subtile que cela, comme le prouve le **Groupe Citadelle**.

Texte Yva Gelin – Photo Jean-Albert Coopmann



Maureen Matinda (ville du Lamentin), Jean-Noel Degrace (Groupe Citadelle), Doris Joseph (ville du Lamentin), Julian Adin (Stagiaire Ville du Lamentin/ Groupe Citadelle) et Keesia Matou (Stagiaire Ville du Lamentin/ Groupe Citadelle)

“ La transition écologique et environnementale marchera bien si on fait les choses ensemble, au lieu que chacun agisse de son côté en fonction de son champ de compétence ”

Le Groupe Citadelle s'investit depuis plusieurs années dans une logique de développement de ses activités en accord avec l'humain et son environnement et en prenant en compte les changements climatiques actuels et futurs. Plusieurs actions sont menées en ce sens, en particulier pour la protection de la mangrove. Le point avec Jean-Noël Degrace, directeur de projet risques, résilience et changement climatique du Groupe Citadelle.

Automobile et environnement, comment fait-on un lien entre les deux ?

Jean-Noël Degrace : Nous n'avons pas peur de dire que l'empreinte carbone aux Antilles est essentiellement due à la production d'énergie mais aussi au transport routier. Il ne s'agit pas de se tirer une balle dans le pied commercialement parlant mais de ne pas se voiler la face, sans faire du « greenwashing » mais en pilotant des actions concrètes. Nous souhaitons participer à la réussite de la transition écologique de nos territoires d'implantation tout en travaillant sur des modèles d'affaires durables dans un contexte de changement climatique et de préservation de l'environnement. L'idée, c'est de montrer que le monde de l'entreprise se sent solidaire et a un rôle à jouer aux côtés d'autres acteurs y compris dans la sensibilisation des populations ou le soutien à la recherche et aux études.

Pourquoi ce choix de la mangrove ?

Nous avons opté pour la mangrove afin de conjuguer des actions de mécénat environnemental et sociétal, ainsi que de responsabilité des entreprises, étant donné que certains sites d'exploitation du Groupe Citadelle sont situés dans des zones côtières bordant la mangrove. Avec cette approche, nous soutenons nos étudiants, dont deux étudiants en master 2, et nous contribuons à la recherche dans ce domaine en partenariat avec le Muséum national d'Histoire naturelle et l'Université des Antilles. Notre focalisation se porte spécifiquement sur la mangrove de la zone des Mangles. Notre objectif est de comprendre quelles actions les entreprises devraient entreprendre. Notre engagement se matérialise par le biais du mécénat et d'un partenariat avec la ville du Lamentin et l'Université des Antilles. Nous facilitons les travaux scientifiques et nous soutenons une partie des frais des étudiants de l'Université des Antilles. Ces

étudiants sont encadrés par des équipes de la ville du Lamentin, laquelle partage également notre volonté de mieux comprendre les enjeux liés à la mangrove, de la préserver et la valoriser. Les résultats des études et de la recherche sont ensuite utilisés pour élaborer un plan d'action concret. Il en va de même pour notre action de mécénat auprès du Muséum national d'Histoire naturelle. Nous soutenons financièrement pendant 3 ans, le projet « Effet de l'eutrophisation sur le fonctionnement de l'écosystème de la mangrove du Lamentin Martinique ».

Il n'y pas un impact négatif pour Citadelle à montrer les effets de l'automobile sur l'environnement ?

Si l'on ne fait rien pour le climat et l'environnement, l'impact sera négatif pour tout le monde. Il faut que le monde de l'entreprise travaille avec le monde institutionnel et les collectivités au bénéfice de toutes et tous. La transition écologique et environnementale marchera bien si on fait les choses ensemble, au lieu que chacun agisse de son côté en fonction de son champ de compétence. C'est ce qu'on veut montrer et développer, sans avoir uniquement en tête une logique de vente, mais en donnant du sens.

15 hectares de mangrove

Les mangroves qui bordent les zones industrielles reculent du fait d'un apport concentré d'eau douce, parfois polluée, alors que les palétuviers ou mangliers se développent normalement dans une eau saumâtre. Cette eau douce bénéficie à des herbes envahissantes qui prennent progressivement la place de la mangrove. Le mécénat et le partenariat de Citadelle avec la ville du Lamentin s'alignent parfaitement avec les actions de cette dernière qui a achevé en ce mois d'avril de replanter deux hectares de mangrove dans le cadre du programme réciprocité. En tout 15 hectares doivent être restaurés en quatre ans.

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte Ann Bouard
Photo Quentinprodphoto
/ Lescontrescourants

LA VOIX DE ST-BARTH

Étudiante au Conservatoire de Bordeaux, la mezzo-soprano Winona Berry, est la lauréate du concours de chant lyrique, Voix des Outre-mer 2024. Une première pour l'île de Saint-Barthélemy.

La finale nationale du concours qui, depuis six ans, met à l'honneur les voix confirmées, affirmées ou débutantes venues des Outre-Mer, s'est tenue à l'Amphithéâtre de l'Opéra Bastille. Un lieu important pour Winona, car c'est là qu'elle a assisté à son premier opéra, à l'âge de 18 ans. Assise au premier rang, elle est happée par l'univers de la Flûte enchantée et se découvre alors une passion pour le chant lyrique.

Sollicitée mais réfléchie

Pas facile pour les ressortissants des îles du nord de participer à ce type d'événement, faute de castings locaux. Winona s'est présentée à la finale Île-de-France pour pouvoir accéder, pour la seconde fois, à la grande finale de ce concours qui fait désormais référence. Le 23 février dernier, aux côtés de dix autres représentants ultramarins, elle fait le choix d'interpréter "Que fais-tu Blanche Tourterelle", extrait de l'œuvre du Roméo et Juliette de Charles Gounod, marquant chaque note et faisant la démonstration de son étendue vocale.

Sa victoire lui confère déjà une certaine notoriété, d'autant qu'en novembre dernier



Sélection pour la 7^e édition

Les sélections de la 7^e édition ont été annoncées dès le 15 mai (voixdesoutremer.com). 2025 promet d'être une année phare pour le chant lyrique dans les Outre-mer, et il se murmure que les organisateurs ont également pour projet de jouer Carmen de Bizet, à Saint-Barth et à Saint-Martin !

elle a remporté le prix de Génération Opéra et le prix Soroptimist International, au Concours d'Avignon. Elle le sait, le directeur de l'Opéra de Paris l'avait déjà remarquée l'année dernière et la suit. Elle devient très sollicitée, accorde des interviews, participe à des émissions... mais Winona veut encore se laisser un peu de temps.

Savourer l'apprentissage

Elle a intégré le Conservatoire de Bordeaux il y a cinq ans, vise une Académie, pour se forger et passer l'audition de l'opéra. Mais elle s'accorde le temps de la réflexion, le temps nécessaire à l'évolution de sa voix. Elle ne se sent pas encore prête pour la scène, même si cela est son rêve ultime. « J'ai encore besoin d'être encadrée et passer pro est une tout autre

organisation. Mais il y a parfois des opportunités, et cela on ne maîtrise pas. » Pour se rassurer et se ressourcer, elle ne déroge pas à ses deux voyages annuels, en été et à Noël, pour retrouver sa famille à Saint-Barthélemy.

Une expérience incroyable

Winona est consciente d'avoir participé à quelque chose d'exceptionnel. Sous la direction artistique de Fabrice di Falco, les organisateurs détectent les jeunes artistes, les forment et assurent leur promotion, faisant guise d'agents. Ils offrent du rêve à des personnes qui n'ont pas l'opportunité de chanter dans de tels lieux ou de suivre des coachings à ce niveau.



NEWSLETTER

Comprendre n'importe quel concept en 7 points

2

SÉLECTION CULTURE

Texte
Axelle Dorville

Qu'est-ce que le raisonnement par les causes premières, l'effet de faux consensus ou encore le biais du déclinisme ? Que savez-vous des mines de l'espace ou de la faille de Taïwan ? Tous les 7 jours, la newsletter *7 about* explique, présente, décrypte, et ce toujours en 7 points, un concept. Une bonne façon de mettre des mots sur des phénomènes dont on est témoin, de découvrir les biais dont nous pouvons être victimes ou tout simplement de compléter sa culture générale.

7 about.fr



ART

Récits photographiques

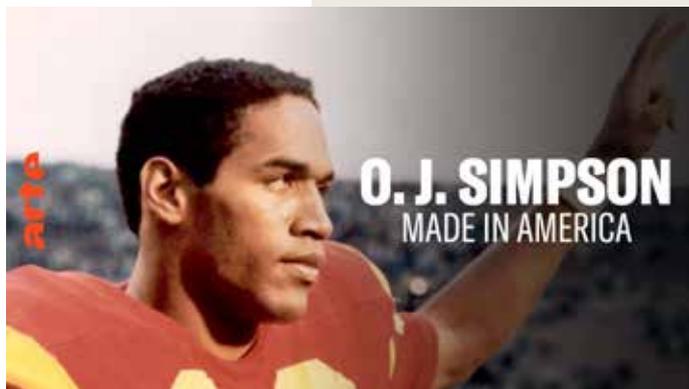
Le storytelling visuel est un outil puissant permettant de raconter des histoires à travers la photographie. Plus qu'un travail de création de légendes de clichés, il s'agit plutôt de concevoir des scènes percutantes qui déroulent d'elle-même un fil narratif par le biais du travail de composition. Basée sur l'art du storytelling visuel, la plateforme Noor invite à découvrir de grandes et petites histoires, des paysages ou des légendes, à travers les yeux de talentueux photographes.

www.noorimages.com

DOCUMENTAIRE

Une histoire américaine

O.J. Simpson, c'est ce footballeur afro-américain star des années 70-80, accusé en 1994 du meurtre de son ex-femme à Los Angeles. Alors que tout l'accablait, il est pourtant acquitté, dans un contexte de discriminations raciales toujours très présentes dans le pays, et de violences policières abusives envers les communautés noires. Dans ce documentaire fleuve couronné de l'Oscar du meilleur film documentaire, le réalisateur Ezra Edelman révèle comment la division profonde de la société de l'époque a joué un rôle prépondérant dans le procès de cette célébrité, alors adulée par tous.



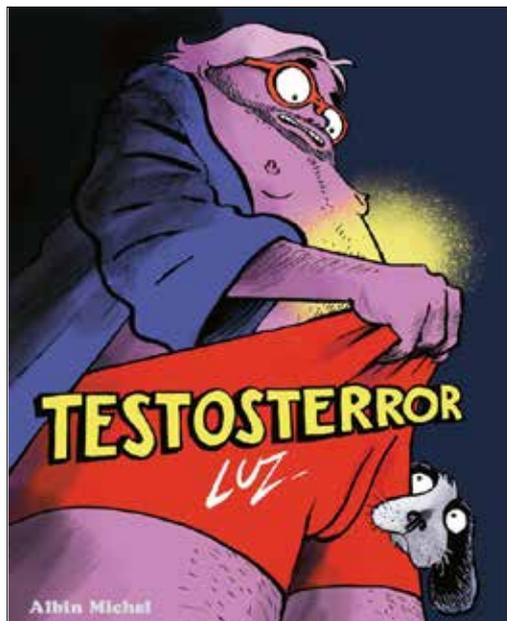
Sur arte.tv, *O.J. Simpson : Made in America*

BANDE-DESSINÉE

Un mystérieux virus à l'assaut de la testostérone

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes pour Jean-Pascal, lorsque débarque une nouvelle pandémie causée par un virus appelé Rubula12. À l'instar de JP, ce sont alors tous les hommes qui se retrouvent touchés par une baisse drastique de leur taux de testostérone qui chamboule leur métabolisme et leurs principes. Ancien dessinateur chez Charlie Hebdo, Luz signe une BD drôle, sarcastique et sourcée qui nous emmène dans le monde de masculinistes caricaturaux redoutant que cette pandémie ne bouleverse l'ordre établi.

Testosterror, Luz. Ed. Albin Michel.



DOCUMENTAIRE

Ils sont partout et ils sont partis pour durer

Ce sont les polluants éternels, d'ores et déjà détectés dans toutes les couches de notre environnement. Ces polluants sont notamment des PFAS, des substances chimiques utilisées dans la production de nombreux produits de consommation et aujourd'hui réputées cancérigènes. Dans ce documentaire, la jeune militante écologiste Camille Etienne et le réalisateur Solal Moisan dévoilent le rôle des lobbies dans la propagation de ces polluants, à travers l'exemple du Teflon utilisé dans les ustensiles de cuisine. Relativement court et efficace.

PFAS : comment les industriels nous empoisonnent, sur YouTube

JEU DE SOCIÉTÉ

Quiz amoureux

Aux côtés des jeux de plateau et de cartes familiaux et des carnets de jeux pour se détendre et tester ses connaissances sur la Martinique, la prolifique créatrice de jeux de société locaux, Sabine Andrivon-Milton propose un jeu de questions-réponses pour couples, destiné à découvrir à quel point vous connaissez votre partenaire mais aussi ce que vous ne savez pas encore sur lui/elle. Une sorte de lanceur de conversation pour sortir de la routine habituelle.

Es zot an tjè koko ?



3. HABITAT | DÉCO PATRIMOINE



L'habitation Clément au François, en Martinique

Dis moi où tu habites, je te dirai qui tu es

Décoration, aménagement, artisanat, patrimoine, tradition et nouveaux lieux Ewag arpente les territoires et vous donne rendez-vous chaque mois dans un cahier spécial.

SOMMAIRE

- La question de la rédaction
À quoi ça sert un courtier en travaux ?
- Un espace à aménager
Plus zen la salle de bain !
- Savoir-faire
BALÉYÉ DOUVAN PÒT A'W

La question de la rédaction

À QUOI ÇA SERT UN «COURTIER EN TRAVAUX» ?

Passage en revue de ce que ce professionnel peut (ou pas) nous apporter au moment d'entreprendre des travaux de construction, de rénovation ou d'aménagement.

Par la rédaction

EN QUOI CONSISTE LE MÉTIER DE COURTIER EN TRAVAUX ?

C'est un intermédiaire, LA personne de confiance qui va, par son expérience, son réseau, ses qualités humaines, permettre de réaliser dans les meilleures conditions et au meilleur coût votre projet de rénovation, de construction ou d'aménagement.

EST-CE UN MÉTIER RÉGLEMENTÉ ?

Non pas vraiment et donc tout le monde pourrait, sur le papier, s'autoproclamer courtier en travaux. Prudence et bon sens donc, au moment de choisir son interlocuteur.

Ce qu'il faut savoir : un courtier est un intermédiaire et à ce titre il n'encaisse pas directement d'argent dévolu aux travaux. Ce sont les entreprises qui éditent les factures et encaissent les versements. Elles aussi qui ensuite rémunèrent le courtier pour sa qualité d'apporteur d'affaires.

COMMENT SE RÉMUNÈRE-T-IL ?

Il a tout d'abord un contrat de commissions avec les entreprises et artisans qu'il fait intervenir. Ceux-là lui reversent un pourcentage sur les devis qui sont acceptés par

le client. Ensuite, l'autre partie de sa rémunération repose sur un pourcentage que lui verse le client sur la base de l'ensemble des coûts des travaux. Cette règle-ci est cependant variable selon les courtiers sollicités. Au total, remises comprises, la rémunération du courtier varie de 10 à 15 % de l'ensemble des travaux.

LES TRAVAUX ME COÛTENT PLUS CHERS OU MOINS CHERS ?

Ils ne vous coûtent en tout cas pas plus cher ! Le courtier veille à ce que sa prestation ne génère pas de surcoût pour le client. Celui-ci ne gagne donc pas d'argent, mais il gagne en sécurité et en confiance quant à la réalisation finale des travaux.

À QUELLE ÉTAPE DU PROJET CONTACTER UN COURTIER EN TRAVAUX ?

Dès que vous avez besoin de devis à présenter à la banque pour l'obtention d'un crédit ou dès que vous êtes prêt à démarrer votre projet. Un courtier est d'ailleurs capable de faire intervenir différents professionnels, de l'architecte au bureau d'études, au dessinateur de plans en passant par le bureau de contrôle pour, selon les attentes du client, répondre au mieux au projet qui lui est soumis.

QUEL EST SON RÔLE PENDANT LES TRAVAUX ?

S'il n'est pas un maître d'œuvre à proprement parler, il va néanmoins s'assurer de la bonne marche des travaux et de l'avancement du chantier. En tant qu'intermédiaire il est surtout un facilitateur, celui qui va écouter, comprendre, discuter avec le client et transmettre le message, guider les artisans qu'il a lui-même recommandé.

Il a en quelque sorte « deux clients » avec qui il doit entretenir de bonnes relations professionnelles et humaines: le propriétaire qui fait les travaux et l'artisan qui les réalise.

LE BÉNÉFICE POUR LE CLIENT ?

En optant pour un intermédiaire unique, je n'ai pas à multiplier les rendez-vous, les appels téléphoniques ni à gérer dans le détail, et au risque d'une certaine crispation, le lot d'imprévus propres à tout chantier.

C'est aussi la garantie d'un projet qui va aller jusqu'au bout, d'abord parce que le courtier est rémunéré au fur et à mesure des travaux, mais aussi et surtout parce qu'il a normalement su composer la bonne équipe pour le bon chantier... Un précieux intermédiaire.

MA SALLE DE BAIN, MON ESPACE RELAXATION

Au programme : un style épuré, des matières naturelles, des plantes et de la lumière soignée pour cette parenthèse quotidienne hors du temps.

Par la rédaction



DES COULEURS REPOSANTES

Avec un code couleur bien déterminé, une salle de bain peut vite prendre l'apparence d'un petit jardin japonais. Mieux vaut privilégier les tons neutres et naturels aux couleurs flash et pop. L'idée est de reposer les yeux et l'esprit dans une ambiance claire. Cela peut être du blanc, des camaïeux de beige, du taupe ou encore des couleurs bois. Les teintes pastel comme le vert clair, le bleu turquoise doux, le rose poudré offrent également douceur et modernité. Où placer ces couleurs ? Les tons clairs peuvent trouver leur place aussi bien sur le mobilier que sur les murs ou sur les carrelages. Votre salle de bain ne sera que plus esthétique, harmonieuse et zen. Pour plus de naturel, les couleurs reposantes peuvent également s'exprimer au travers de matériaux tels que la robinetterie noir ou cuivre, du parquet sombre, voire des vasques ou baignoires en pierre anthracite.

DES MATÉRIAUX NATURELS

On privilégiera la pierre, le bois, la terre cuite ou le bambou... Nobles et naturelles, la pierre naturelle et la terre cuite se mêlent ainsi très bien au béton. Cet assemblage fait ressortir les marbrures. L'ardoise, sous forme de vasque, donne un rendu noble. Le verre est aussi un matériau original qui rehausse l'hygiène de la pièce avec sa transparence. Avec une couleur neutre sur les murs, il est davantage lumineux et convient tout à fait aux budgets restreints.

UN MOBILIER ZEN

On relèvera pour une déco zen, davantage de meubles de salle de bain discrets, épurés et sur lesquels peu d'éléments de décoration sont présentés. Attention, un rangement irréprochable est nécessaire pour ne laisser parler que la décoration et non pas les divers objets d'hygiène, utilisés au quotidien et qui n'ont rien d'esthétique.

UNE LUMIÈRE DÉLICATE

S'il y a bien une pièce où l'on veut que l'éclairage soit progressif, c'est la salle de bain. Si elle est équipée d'une fenêtre, l'éclairage naturel est parfait, et le soleil réchauffera la pièce. Pour reproduire cet éclairage naturel, si on ne possède pas de fenêtre, pourquoi ne pas s'équiper d'un variateur et jouer sur les tonalités de lumière au cours de la journée ?

DES ACCESSOIRES ZEN

Disposer une plante dans un coin peut permettre de donner de la vie à sa salle de bain zen. Il faut bien évidemment choisir une plante adaptée à l'humidité, comme le bambou, l'orchidée ou encore le yucca. À condition que la petite décoration reste discrète car cet espace doit avant tout rester fonctionnel.

BALÉYÉ DOUVAN PÒT A'W

Il y a 3 ans, nous rencontrons pour C'Smart Mike Flessel qui perpétuait la tradition de la fabrication de balai à partir des feuilles du latanier. Nous republions ici l'article de cette rencontre.

Texte Willy Gassion - Photos Cédric Isham Calvados

Ce bruit-là ne s'entend presque plus. Celui des feuilles séchées du latanier qui grattent le sol et rassemblent

la poussière. C'était presque lui qui ouvrait le jour avec le chant du coq, après la première gorgée de café du matin.

Le bruit du balai traditionnel, le bruit du temps d'avant, volatile comme la poussière, emporté par les vents de la modernité.

ÉPOUSSETER LE CIEL, CHASSER LES NUAGES

Debout pié pou tèt, accrochés au pare-chocs de sa voiture, les balais de Mike Flessel époussetent le ciel, chassent les nuages et attirent le chaland. Des balais qui l'ont fait grandir et qui disent la tradition familiale.

« Mon père fabriquait des balais que ma mère vendait sur le marché de Pointe-à-Pitre. »

C'est à son retour en Guadeloupe que ce militaire à la retraite se met lui aussi à la confection des balais. Retour au pays et retour à soi, les traditions familiales et celles du geste artisanal qui vous rattrapent.

« Je ne sais pas pourquoi j'ai posé cette question, cela m'est venu comme ça, instinctivement, j'ai demandé à ma mère comment mon père fabriquait ses balais. » Peut-être ne fallait-il pas laisser mourir avec le père cet artisanat. Retenir, garder comme un trésor ce qu'il laissait derrière lui.

« Ma mère ne savait pas fabriquer les balais mais elle a vu mon père faire, elle m'a dit ce qu'il fallait aller chercher dans les bois : des feuilles de latanier, du ti-feuilles pour le manche et de la liane molle. »

GESTE RÉPÉTÉ, TRADITION MAINTENUE

Chaque geste répété, c'est un peu de la tradition qui est maintenue. Alors, s'appropriier les gestes du père et exhumer ce qui est enfoui dans la mémoire. Apprendre. Recommencer. Et innover aussi.

« Au début, c'était compliqué. Mes premiers balais n'étaient pas parfaits, les feuilles de latanier étaient mal positionnées, le manche n'était pas droit, manipuler les balais était très inconfortable. »

Aux gestes immuables et au savoir-faire de son père, Mike a apporté la nouveauté avec la ficelle qui fait les balais plus solides.

Le temps de la transmission a sonné, il n'est pas question que de savoir-faire mais aussi de mémoire, de croyances et superstitions à préserver. « Certaines personnes prétendent que, placé derrière la porte d'entrée, le balai peut chasser les mauvais esprits. »

Le balai de Mike, c'est la Guadeloupe tout entière dans son artisanat, ses us, coutumes et mystères. Offert à sa mère il y a 19 ans, Mike conserve aujourd'hui comme une relique le premier balai qu'il a confectionné. « Un balai traditionnel dure une éternité. »



PETIT-DÉJEUNER ET RÉSEAUTER

8 promotions de Guadeloupéens ont déjà été diplômées à l'école de commerce de l'ESCP grâce à son partenariat avec la CCI. L'aventure se renforce avec des événements pour renforcer le réseau des entreprises, la preuve en images...



4

CE QU'IL NE FALAIT PAS LOUPER

■ Texte Yva Gelin

AGIR POUR L'EMPLOI !

La rencontre entre l'offre et la demande dans le secteur de l'emploi est une problématique prégnante. Un constat qui a mené à la création d'une toute nouvelle plateforme, bonfilon.info, dédiée aux chercheurs d'emploi et entreprises sur les trois territoires afin de rendre les opportunités des territoires plus visibles.



COMPRENDRE UN MÉTIER

Commissaire aux comptes, une fonction floue ? Son rôle, ses compétences, ou encore par qui il est encadré sont autant de questions auxquelles deux experts comptables et commissaire aux comptes répondent.



TPRM

IMPORT-EXPORT



Quelle que soit la taille de vos colis
nous avons toujours la solution !



TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...

TRANSPORTS PUBLICS | ROUTIERS | MARITIMES | GUADELOUPE | MARTINIQUE | ST MARTIN | ST BARTH | DOMINIQUE

0590 411 287 / 0690 808 808

3-4 Impasse Jean-Marie Jacquard - BP 2043 - 97192 jarry cedex - contact@tprm-transports.com

Sans sucre, sans lactose, sans gluten...

Beaucoup de régimes excluant une liste plus ou moins importante d'ingrédients apparaissent dans les magazines et sur les réseaux sociaux. Sans lactose, sans sucre ou bien sans gluten, les propositions ne manquent pas, et si, à la base, ces régimes sont proposés pour répondre à une véritable problématique, comme une allergie ou une intolérance, ils sont souvent réutilisés par le grand public pour des motivations personnelles : envie de maigrir, de retrouver la forme ou éviter un aliment perçu comme nocif. Qui dit mode dit "business" et l'industrie agroalimentaire ne s'est pas faite prier pour investir ce domaine. Les produits alimentaires de régime se sont multipliés et ont inondé les rayons.

C'est ce que Mazarine Pingeot appelle « une philosophie du manque » dans son dernier livre « Vivre sans » : « On arrive à nous vendre quelque chose qui n'existe pas et d'une certaine manière, ce qui marche dans cette espèce d'alchimie, c'est qu'on continue à nous pousser à consommer, avec en prime une forme de bonne conscience, une bonne conscience éthique, écologique ».

C'est ainsi qu'on a vu apparaître les bières sans alcool, les pâtes sans gluten, les bonbons sans sucre, les pains d'épices sans matière grasse hydrogénée. Elle poursuit : « Comment a-t-on réussi, dans un tour de passe-passe absolument génial et admirable, à nous vendre de l'absence ? »

Il n'y a pas si longtemps au contraire, l'accent était mis sur la quantité, comme preuve de qualité : il y avait plus d'œufs dans les pâtes, plus de beurre dans les galettes bretonnes, plus de fruit dans les confitures. Il y a quelques années une pub très réussie avait ainsi imaginé un certain « Monsieur Plus » moustachu, à la Charlie Chaplin, bourré de tics, qui s'amusait à donner des coups de coude au pâtissier pour faire tomber plus de noisettes dans sa préparation au chocolat !!

On a changé d'époque et on cherche à redécouvrir les avantages de la sobriété, de la retenue pour préserver notre santé et aussi notre environnement, pour éviter l'épuisement des ressources naturelles et l'accumulation de déchets. Ce qui est un effort louable, mais il serait naïf de croire que les bonbons sans sucre empêcheront de grossir ou que la pâte à tartiner sans huile de palme suffira à résoudre les problèmes d'environnement, la vraie solution consistera à consommer moins, beaucoup moins. Ce qui correspond aux conseils de sagesse, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, de Epicure à Spinoza qui écrivait : « Il est d'un homme sage de faire servir à sa réfection et à la réparation de ses forces des aliments et des boissons agréables pris en quantité modérée [...] sans aucun dommage pour autrui ».



EW'AG

| DOSSIER DE JUIN |

GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

La marque employeur : mode d'emploi

Vous souhaitez communiquer ?

CONTACTEZ-NOUS



GUYANE

0694 26 55 61

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64

POUR LEUR **DEMAIN**
PRÉSERVONS
AUJOURD'HUI



 **ELITE**
ÉCOLOGIE

www.elite-ecologie.com